



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DU NIGER
MINISTERE DES FINANCES
**Comité de la Balance
des Paiements**

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

NIGER 2017



REPUBLIQUE DU NIGER
MINISTERE DES FINANCES
Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

NIGER 2017

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
<u>AVANT-PROPOS</u>	2
<u>ABREVIATIONS ET SIGLES</u>	3
<u>LISTE DES TABLEAUX</u>	4
<u>LISTE DES ENCADRES</u>	4
<u>LISTE DES GRAPHIQUES</u>	5
<u>RESUME</u>	6
<u>INTRODUCTION</u>	8
<u>I. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES</u>	13
1.1. Balance commerciale de biens.....	15
1.1.1. Exportations de biens	17
1.1.1. 1. Evolution globale des exportations de biens.....	17
1.1.1. 2. Composition des exportations de biens.....	18
1.1.1. 3. Orientation géographique des exportations.....	21
1.1.2. Importations des biens.....	22
1.1.2. 1. Evolution globale des importations de biens.....	22
1.1.2. 2. Composition des importations de biens.....	23
1.1.2. 3. Orientation géographique des importations.....	24
1.2. Balance des services	25
1.2.1. Transports	26
1.2.2. Voyages	26
1.2.3. Autres services	26
1.3. Compte du revenu primaire.....	27
1.4. Compte du revenu secondaire.....	28
<u>II. COMPTE DE CAPITAL</u>	29
<u>III. COMPTE FINANCIER</u>	29
<u>IV. CAPITAUX MONETAIRES</u>	32
4.1. Avoirs et engagements de la Banque Centrale.....	32
4.2. Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts	32
4.3. Avoirs et engagements de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts	33
<u>V. POSITION EXTERIEURE GLOBALE</u>	31
<u>CONCLUSION</u>	35
<u>ANNEXES</u>	37

AVANT-PROPOS

La balance des paiements est un état statistique qui comptabilise l'ensemble des flux économiques et financiers entre les résidents d'un pays et les non-résidents au cours d'une période déterminée. Elle constitue, de ce fait, un outil indispensable d'aide à la décision pour les Autorités et les agents économiques.

A l'instar des autres pays membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), la balance des paiements du Niger est établie chaque année par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et validée par le Comité National de la Balance des Paiements. Des estimations de cette balance sont régulièrement produites sur la base des informations disponibles pour les besoins internes de la BCEAO, des services officiels et des missions du FMI.

Le Comité National de la Balance des Paiements est l'organe de validation des données, conformément aux dispositions du Règlement communautaire N°09/2010/CM/UEMOA du 1^{er} octobre 2010, relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'UEMOA.

La balance des paiements et la Position Extérieure Globale (PEG) du Niger sont élaborées selon la méthodologie définie dans la 6^e édition du manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6) élaboré par le FMI, parue en 2008.

Le présent document retrace les principales évolutions qui ont caractérisé les paiements extérieurs du Niger au cours de l'année 2017¹. Après un bref aperçu de l'environnement économique international, régional et national qui a marqué l'année sous revue, il fait une présentation détaillée des balances intermédiaires et de la Position Extérieure Globale (PEG).

Cependant, en dépit des efforts déployés par les services de la BCEAO dans le cadre de l'élaboration de la balance des paiements, les statistiques qui y sont présentées peuvent contenir des insuffisances liées essentiellement au caractère informel des activités des filières agropastorales et à leur poids dans l'économie nigérienne.

Enfin, pour toute demande d'informations complémentaires sur cette publication, le lecteur pourrait s'adresser, par courrier classique ou électronique ou par télécopie, à la Direction Nationale de la BCEAO pour le Niger à l'adresse suivante :

Contact :

Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO)

Rue de l'Uranium 8001 Niamey Plateau, BP 487 Niamey-Niger

Tél : (227) 20 72 24 91, fax : (227) 20 73 47 43

Site web : <http://www.bceao.int>, E-mail : courrier.HDN@bceao.int

¹ Dans tout le document, sauf mention contraire, l'unité monétaire est le franc CFA.

ABREVIATIONS ET SIGLES

AEN	Avoirs Extérieurs Nets
AIDH	Aéroport International Diori Hamani
ANIPEX	Association Nigérienne de Promotion des Exportations
APU	Administration Publique
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BPT	Balance des Paiements en termes de Transactions
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CAF	Coût, Assurances, Fret
CAPEG	Cellule d'Analyse des Politiques Publiques et d'Evaluation de l'Action Gouvernementale
CCIN	Chambre de Commerce et d'Industrie du Niger
CNODC	China National Oil and Gas Development and Exploration Corporation
CNPC-NP	China National Petroleum Corporation – Niger Petroleum
CNUT	Conseil Nigérien des Utilisateurs des Transports Publics
COMINAK	Compagnie Minière d'Akouta
DGD	Direction Générale des Douanes
DTS	Droits de Tirages Spéciaux
FISEC	Fichier des Situations des Etablissements de Crédit
FMI	Fonds Monétaire International
FOB	Franco à Bord (Free on Board)
IDE	Investissements Directs Etrangers
I-3N	Initiative les Nigériens Nourrissent les Nigériens
INS	Institut National de la Statistique
MBP6	6 ^e Edition du Manuel de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale du FMI
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PDES	Plan de Développement Economique et Social
PEF	Programme Economique et Financier
PEG	Position Extérieure Globale
PIB	Produit Intérieur Brut
PNG	Position Nette du Gouvernement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
SML	Société des Mines du Liptako
SOMAIR	Société des Mines de l'Aïr
SOMINA	Société des Mines d'Azelik
SONIDEP	Société Nigérienne des Produits Pétroliers
SORAZ	Société de Raffinage de Zinder
TOFE	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UE	Union Européenne
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UMOA	Union Monétaire Ouest Africaine

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Evolution du solde global de la balance des paiements	page 12
Tableau 2 : Evolution des transactions courantes.....	page 13
Tableau 3 : Evolution de la balance commerciale de biens.....	page 15
Tableau 4 : Evolution des exportations selon les différents postes de biens.....	page 17
Tableau 5 : Evolution du service de la dette extérieure sur les exportations.....	page 21
Tableau 6 : Evolution des importations FOB de biens.....	page 23
Tableau 7 : Evolution de la balance des services.....	page 25
Tableau 8 : Evolution du poste « transports ».....	page 26
Tableau 9 : Evolution du poste « voyages ».....	page 26
Tableau 10 : Evolution du poste « Autres services ».....	page 26
Tableau 11 : Evolution de la balance du revenu primaire.....	page 27
Tableau 12 : Evolution des revenus nets des investissements.....	page 28
Tableau 13 : Evolution de la balance du revenu secondaire.....	page 28
Tableau 14 : Evolution du compte de capital.....	page 29
Tableau 15 : Evolution du compte financier.....	page 29
Tableau 16 : Evolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale.....	page 32
Tableau 17 : Evolution des avoirs et engagements des banques.....	page 33
Tableau 18 : Evolution des avoirs extérieurs nets (AEN).....	page 33
Tableau 19 : Stocks d'actifs et de passifs financiers entre 2016 et 2017.....	page 34
Tableaux annexes.....	page 38

LISTE DES ENCADRES

Encadré 1 : Elaboration du Plan de Developpement Economique et Social 2017-2021.....	page 14
Encadré 2 : Situation du secteur pétrolier au Niger.....	page 18
Encadré 3 : Situation des émissions de titres publics en 2017	page 30

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Solde global de la balance des paiements du Niger entre 2007 et 2017.....	page 13
Graphique 2 : Balance des biens et services et balance courante entre 2007 et 2017.....	page 14
Graphique 3 : Evolution des composantes de la balance commerciale entre 2007 et 2017.....	page 16
Graphique 4 : Evolution des ratios de la balance commerciale entre 2007 et 2017	page 16
Graphique 5 : Exportations en valeur des principaux produits entre 2007 et 2017.....	page 17
Graphique 6 : Evolution du prix du kilogramme d'uranium (en FCFA) entre 2007 et 2017.....	page 18
Graphique 7 : Répartition des exportations par zone géographique en 2016 et 2017.....	page 21
Graphique 8 : Répartition des exportations vers la zone UEMOA en 2016 et 2017.....	page 23
Graphique 9 : Importations en valeur par grands groupes de produits de 2007 et 2017.....	page 21
Graphique 10 : Parts des principaux pays partenaires à l'importation en 2016 et 2017.....	page 24
Graphique 11 : Parts des importations en provenance de l'UEMOA en 2016 et 2017.....	page 25
Graphique 12 : Evolution des investissements directs étrangers (IDE) entre 2007 et 2017.....	page 30
Graphique 13 : Ventilation géographique des stocks d'actifs et de passifs financiers en 2017...	page 34

RESUME

L'environnement économique et financier international, au cours de l'année 2017, a été marqué par l'augmentation notable de l'investissement, du commerce et de la production industrielle, ainsi que le regain de confiance des chefs d'entreprise et des consommateurs. Cette conjoncture favorable a permis d'atténuer les conséquences des incertitudes liées à la mise en œuvre du Brexit et des mesures de relance aux Etats-Unis. Dans ce contexte, la reprise de l'économie mondiale, entamée à fin 2016, s'est renforcée. Ainsi, le taux de croissance s'est établi à 3,7% en 2017, après 3,2% en 2016, selon le FMI.

L'accélération de la croissance est imputable au regain de dynamisme observé dans les pays avancés, notamment aux Etats-Unis, en Zone euro et au Japon, ainsi qu'au redressement des activités économiques dans la plupart des grandes économies émergentes et en développement, principalement la Chine, le Brésil et la Russie.

Le dynamisme économique amorcé depuis 2012 au sein de l'UEMOA s'est maintenu au cours de l'année 2017, à la faveur de l'amélioration progressive de la conjoncture internationale et interne des Etats. Au terme de l'année 2017, le produit intérieur brut (PIB) de l'Union, en termes réels, progresserait de 6,7%, selon les dernières estimations effectuées par les Services officiels, soit 0,1 point de pourcentage de plus qu'en 2016.

Au plan national, la situation économique a été marquée par l'élaboration d'un nouveau Plan de Développement Économique et Social (PDES 2017-2021), la gestion du contexte sécuritaire régional, l'adoption du Programme Économique et Financier (2017-2020), appuyé par la Facilité Élargie de Crédit (FEC) du FMI, et l'amélioration de la situation économique au Nigeria. Dans ce contexte, le taux de croissance réel est ressorti à 4,9% en 2017, soit le même niveau qu'en 2016.

L'exécution du budget de l'Etat au 31 décembre 2017 s'est traduite par une hausse des recettes totales et dons (hors exonérations) de 9,4% en 2017, en se situant à 999,8 milliards de FCFA, contre une baisse de 8,6% en 2016. Les dépenses totales et prêts nets ont enregistré une progression de 6,7% contre une baisse de 14,2% en 2016. En prenant en compte la variation des arriérés (-78,9 milliards), le déficit global hors dons base caisse ressort à 640,1 milliards contre 525,1 milliards en 2016, en dégradation de 115,0 milliards. Ce gap a été résorbé grâce à la mobilisation de 480,4 milliards de financement extérieur et à un financement intérieur de 159,8 milliards.

L'évolution de la situation monétaire au cours de l'année 2017 s'est traduite par une contraction des avoirs extérieurs nets et une expansion des crédits intérieurs et de la masse monétaire. A fin décembre 2017, l'encours du crédit intérieur s'est accru de 103,3 milliards, ou +11,4% en variation relative par rapport au mois de décembre 2016, pour ressortir à 1.010,0 milliards. Cette évolution résulte d'une dégradation de la Position Nette du Gouvernement (PNG) de 39,6 milliards et d'une augmentation des crédits à l'économie de 63,7 milliards.

Dans ces conditions, la balance des paiements du Niger est ressortie déficitaire de 134.978 millions en 2017, après un déficit de 20.243 millions enregistré en 2016.

Il ressort que le déficit structurel de la balance courante s'est dégradé de 5,7%, en passant de 700.258 millions en 2016 à 739.971 millions en 2017. Cette évolution résulte de la balance des biens et services et celle du revenu primaire, atténuée par l'amélioration de la balance du revenu secondaire.

La dégradation du déficit commercial entre 2016 et 2017 résulte de la hausse des importations (+118.787 millions), beaucoup plus importante que celle des exportations (+90.100 millions).

En effet, les importations ont augmenté de 11,7%, tirées principalement par les achats de produits alimentaires ainsi que les biens d'équipement et intermédiaires. Cette évolution est sous-tendue par la poursuite des grands travaux dans les domaines routier, énergétique, des BTP ainsi que la reprise des investissements des sociétés de prospections minière et pétrolière. La progression des achats des produits alimentaires est tirée par les céréales et les huiles alimentaires, dont une partie est réexportée de manière informelle vers certains pays voisins.

Concernant les exportations, elles sont passées de 611.743 millions en 2016 à 701.843 millions en 2017, soit une hausse de 14,7%, imputable aux expéditions pétrolières, aurifères et aux ventes des produits agropastoraux, dont le niébé et les animaux sur pied vers le Nigeria et l'oignon vers les autres pays de l'Union et le Ghana. Les produits pétroliers ont bénéficié de la hausse des cours du pétrole ainsi que du volume expédié entre 2016 et 2017. En revanche, les exportations d'uranium ont poursuivi leur chute, entamée en 2013, pour se situer à 169.556 millions en 2017 contre 177.680 millions en 2016.

Le déficit de la balance des services s'est aggravé de 76.863 millions pour ressortir à 439.852 millions en 2017 contre 362.989 millions en 2016. Cette situation résulte principalement de la progression des dépenses en fret et assurances induite par la hausse des importations ainsi que de la consommation des services spécialisés extérieurs.

Le solde du revenu primaire s'est dégradé de 8.764 millions pour s'établir à -105.457 millions en 2017, en liaison principalement avec la hausse des revenus des investissements.

L'excédent du revenu secondaire s'est établi à 239.504 millions contre 164.903 millions un an plus tôt, en rapport avec l'accroissement des transferts publics et privés notamment des montants records d'aides budgétaires et d'envois de fonds des travailleurs migrants.

Le solde du compte de capital s'est situé à 236.953 millions en 2017 contre 229.635 millions en 2016. Ce mouvement haussier est imputable essentiellement aux transferts en capital reçus par les autres secteurs et aux cessions d'actifs miniers.

Le solde du compte financier, qui retrace les acquisitions nettes d'actifs et les accroissements nets de passifs financiers est passé de -454.476 millions en 2016 à -372.966 millions en 2017, imputable aux investissements de portefeuille et aux autres investissements.

INTRODUCTION GENERALE

1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

L'environnement économique et financier international, au cours de l'année 2017, a été marqué par l'augmentation notable de l'investissement, du commerce et de la production industrielle, ainsi que le regain de confiance des chefs d'entreprise et des consommateurs. Cette conjoncture favorable a permis d'atténuer les conséquences des incertitudes liées à la mise en œuvre du Brexit et des mesures de relance aux Etats-Unis. Dans ce contexte, la reprise de l'économie mondiale, entamée à fin 2016, s'est renforcée. Ainsi, le taux de croissance s'est établi à 3,7% en 2017, après 3,2% en 2016, selon le FMI.

L'accélération de la croissance mondiale est imputable au regain de dynamisme observé dans les pays avancés, notamment aux Etats-Unis, en Zone euro et au Japon, ainsi qu'au redressement des activités économiques dans la plupart des grandes économies émergentes et en développement, principalement la Chine, le Brésil et la Russie.

Dans les pays industrialisés, la croissance économique s'est accrue de 2,3% en 2017, après 1,7% en 2016, en raison notamment des politiques monétaires accommodantes des banques centrales et de la bonne tenue de la demande intérieure. Aux Etats-Unis, la croissance du PIB réel s'est située à 2,2% en 2017, après 1,5% en 2016, en relation avec la vigueur de la demande intérieure et de l'investissement ainsi que le rebond des activités des entreprises du secteur de l'énergie. Dans la Zone euro, la progression du PIB s'est élevée à 2,4% en 2017, après une réalisation de 1,8% en 2016. Cette situation s'explique essentiellement par le regain de dynamisme des exportations, dans un contexte marqué par le renforcement des échanges commerciaux mondiaux et la vigueur de la demande intérieure, tirée par des conditions financières accommodantes ainsi que l'apaisement des risques politiques.

Au niveau des pays émergents et en développement, le taux de croissance économique est ressorti en hausse à 4,7% en 2017 contre 4,4% en 2016, du fait notamment de l'amélioration de la demande intérieure, du regain de dynamisme dans les pays importateurs de matières premières et de la conjoncture favorable dans les grands pays exportateurs de pétrole. En Chine, le taux de croissance de l'activité économique s'est établi à 6,9% en 2017, après 6,7% en 2016, en liaison notamment avec le maintien d'une politique expansionniste par les Autorités de ce pays. En Inde, la croissance économique a ralenti pour se situer à 6,7% en 2017, après 7,1% en 2016. Ce fléchissement est imputable à l'impact persistant de l'échange des billets, ainsi qu'à l'incertitude liée à la mise en place de la taxe nationale sur les biens et services, en milieu de l'année. Le Brésil a renoué avec une croissance positive de 1,0% en 2017, après une contraction de 3,5% en 2016. Le rebond ainsi observé est attribuable à la bonne tenue des exportations et de la demande intérieure. En Russie, avec le redressement de la demande intérieure et extérieure ainsi que la remontée des cours du

pétrole, l'activité économique a crû de 1,5% en 2017, après un léger repli de 0,2% en 2016.

En Afrique subsaharienne, le taux de progression de l'économie s'est établi à 2,7% en 2017, en nette accélération par rapport à celui de 2016 (+1,4%). Le regain de dynamisme ainsi observé est lié au redressement de la croissance des pays exportateurs de produits de base, aux effets de la mise en œuvre de mesures d'ajustement structurel et de la remontée des prix du pétrole. Les performances de certaines grandes économies de la région se sont ainsi nettement améliorées, notamment celles du Nigeria, de l'Afrique du Sud et des Etats membres de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC). Au Nigeria, l'activité s'est renforcée de 0,8% en 2017 après un repli de 1,6% en 2016, soutenue par la hausse de la production du pétrole et le regain de dynamisme du secteur agricole. Cette tendance a été atténuée par les incertitudes liées à l'exécution de la politique économique, la segmentation du marché des changes, tributaire des actions de la banque centrale, et les fragilités du système bancaire. En Afrique du Sud, la croissance s'est accélérée pour s'établir à 1,3% en 2017, après 0,3% en 2016, portée par le redressement des prix des produits exportés et la bonne tenue de la production agricole. Toutefois, la montée de l'incertitude politique, affectant la confiance des consommateurs et des chefs d'entreprise, a exercé un effet modérateur. Dans la Zone CEMAC, la croissance est ressortie positive à 1,7% en 2017, après une baisse de 0,3% notée en 2016. Cette situation est liée à la reprise des cours du pétrole et à la mise en œuvre des programmes économiques appuyés par le Fonds Monétaire International (FMI).

S'agissant des produits de base, la reprise de la demande mondiale ainsi que les actions concertées des principaux producteurs visant la réduction de l'offre ont redynamisé les marchés des matières premières. Les indices calculés par le FMI indiquent, en moyenne annuelle, une hausse des prix des produits énergétiques de 22,2%, des produits industriels de 12,1% et des produits alimentaires de 3,9%.

Les cours mondiaux des principales matières premières exportées par l'Union ont enregistré des évolutions haussières sur une base annuelle, à l'exception de ceux du cacao et de l'huile de palme qui ont baissé respectivement de 29,8% et 4,6%. Les hausses les plus importantes ont été observées au niveau de la noix de cajou (+19,8%), du caoutchouc (+18,9%), du pétrole (+15,4%), du café robusta (+14,7%) et du coton (+10,9%).

2. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER DE L'UEMOA

Le dynamisme économique amorcé depuis 2012 au sein de l'UEMOA s'est maintenu au cours de l'année 2017, à la faveur de l'amélioration progressive de la conjoncture internationale et interne des Etats. En effet, l'Union a bénéficié, au plan international, du regain d'activités au Nigeria, principal partenaire commercial de certains de ses Etats membres ainsi que de la consolidation de l'activité dans les économies industrialisées et

émergentes. Au niveau interne, les économies de la Zone ont été soutenues par l'apaisement progressif du climat sociopolitique et sécuritaire ainsi que par la poursuite des investissements dans les secteurs porteurs de croissance.

Au terme de l'année 2017, le produit intérieur brut (PIB) de l'Union, en termes réels, progresserait de 6,7%, selon les dernières estimations effectuées par les Services officiels, soit 0,1 point de pourcentage de plus qu'en 2016. L'expansion économique serait soutenue par la hausse de la production agricole, qui bénéficierait d'une pluviométrie satisfaisante et de la poursuite de l'exécution des projets visant à développer les filières agricoles. La croissance économique serait également tirée par le regain d'activités dans les industries extractives et manufacturières, en liaison notamment avec le raffermissement des productions de clinker, de ciment, de phosphates, de marbre, de zinc et d'or. Par ailleurs, le maintien d'un rythme soutenu des investissements publics et privés dans les infrastructures de base et l'accroissement de l'offre d'énergie électrique contribueraient à améliorer la performance économique de l'Union. En outre, la progression du PIB serait imputable à la bonne tenue des activités commerciales et des services, notamment les transports, les télécommunications et les services financiers.

Le taux d'inflation en moyenne annuelle est ressorti à 0,8% en 2017 contre une réalisation de 0,3% en 2016. Ce rebond est imputable principalement au renchérissement des produits alimentaires locaux, notamment les légumes et les produits de la pêche, ainsi que des services de restauration. Dans une moindre mesure, il a été observé une augmentation des prix des articles d'habillement et d'ameublement. La progression de l'inflation a été atténuée par la poursuite de la détente des coûts des communications.

3. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER NATIONAL

Au plan national, la situation économique a été marquée par l'élaboration d'un nouveau Plan de Développement Économique et Social (PDES 2017-2021), la gestion du contexte sécuritaire et ses ramifications sur le pla régional, l'adoption du Programme Économique et Financier (2017-2020), appuyé par la Facilité Élargie de Crédit (FEC) du FMI, et l'amélioration de la situation économique au Nigeria. Dans ce contexte, le taux de croissance réel est ressorti à 4,9% en 2017, soit le même niveau qu'en 2016.

Le secteur primaire bien qu'essentiellement informel, avec une contribution à la croissance de 2,2 points en 2017 et 4,0 points et 0,7 point respectivement en 2016 et 2015 est le principal moteur de la croissance de l'économie nigérienne. Ce secteur a enregistré une hausse de 5,7% en 2017, et y a constitué 43,4% du PIB, contre une hausse de 11,0% en 2016, en raison d'une campagne agricole moins favorable que la précédente, confortée par la poursuite de l'exécution des programmes de l'Initiative 3N, notamment les remises à niveau des aménagements hydroagricoles existants, l'augmentation des superficies emblavées et l'utilisation plus importante de matériels et d'intrants agricoles.

Le secteur secondaire a été marqué par la reprise des activités des industries extractives et manufacturières. Sa valeur ajoutée réelle a ainsi progressé de 5,6% en 2017 après 3,7% en 2016. Par ailleurs, le dynamisme du secteur tertiaire a enregistré un taux de croissance de 3,9% en 2017 contre -0,3% en 2016 .

L'exécution du budget de l'Etat au 31 décembre 2017 s'est traduite par une hausse des recettes totales et dons (hors exonérations) de 9,4% en 2017, en se situant à 999,8 milliards de FCFA, contre une baisse de 8,6% en 2016. Cette hausse provient à la fois des dons qui ont enregistré une augmentation de 18,0% et des recettes budgétaires (5,7%). Les recettes budgétaires totales ont atteint 680,8 milliards de FCFA, soit 14,3% du PIB, contre une baisse de 16,1% en 2016, imputable à la progression des recettes non fiscales (74,2%) que des recettes fiscales (2,1%).

Les dépenses totales et prêts nets ont enregistré une progression de 6,7% contre une baisse de 14,2% en 2016. Globalement, la situation des dépenses s'explique par les efforts dans l'amélioration de la maîtrise des charges et de l'efficacité des dépenses publiques à travers notamment la mise en œuvre des réformes des finances publiques et de la gestion de la trésorerie. Ce gap a été résorbé grâce à la mobilisation de 480,4 milliards de financement extérieur et à un financement intérieur de 159,8 milliards.

En prenant en compte la variation des arriérés (-53,7 milliards), le déficit global hors dons base caisse ressort à 636,6 milliards contre 525,1 milliards en 2016, en dégradation de 111,5 milliards.

L'évolution de la situation monétaire au cours de l'année 2017 s'est traduite par une contraction des avoirs extérieurs nets et une expansion des crédits intérieurs et de la masse monétaire. A fin décembre 2017, l'encours du crédit intérieur s'est accru de 103,3 milliards, ou +11,4% en variation relative par rapport au mois de décembre 2016, pour ressortir à 1.010,0 milliards. Cette évolution résulte d'une dégradation de la Position Nette du Gouvernement (PNG) de 39,6 milliards et d'une augmentation des crédits à l'économie de 63,7 milliards.

La PNG s'est située à +119,0 milliards à fin décembre 2017 contre +79,4 milliards à fin décembre 2016, en liaison avec une hausse des engagements de l'État plus importante que celle de ses créances vis-à-vis du secteur bancaire. L'accumulation des dettes résulte principalement des émissions nettes de titres publics sur le marché financier régional, des avances directes nettes reçues du système bancaire local et des tirages sur les ressources du FMI.

L'encours des crédits à l'économie a augmenté de 5,8%, pour se situer à 891,0 milliards à fin décembre 2017, en raison de la hausse du stock de tous les types de crédit. La remontée des concours à l'économie s'explique par la consolidation des crédits à court et moyen termes. En effet, l'évolution des concours bancaires s'est ressentie de la vigueur des

concours à moyen terme, consentis à des entreprises de manufactures et de mines, ainsi que des avances de trésorerie, accordées notamment à des sociétés de téléphonie mobile et de BTP.

La masse monétaire s'est contractée de 59,5 milliards par rapport au mois de décembre 2016, ou -4,9% en valeur relative, pour se situer à 1.150,4 milliards à fin décembre 2017. Cette situation est essentiellement consécutive à la baisse de la circulation fiduciaire (-18,2%) qui a plus que contrebalancé la hausse des dépôts en banque (+8,0%).

Le repli de la circulation fiduciaire s'explique par la modification de la méthodologie d'estimation, intervenue dans le sillage de la migration des statistiques monétaires vers le nouveau cadre de transmission des données monétaires à travers les Formulaires de Déclaration Standardisés (FDS). La situation des dépôts retrace les entrées nettes d'avoirs relevées principalement sur les encaisses en banque des entreprises des transports et télécommunications, des sociétés manufacturières ainsi que des entreprises de BTP et de commerce.

Dans ces conditions, la balance des paiements du Niger est ressortie déficitaire de 134.978 millions en 2017, après un déficit de 20.243 millions enregistré en 2016. L'examen rétrospectif du solde global de la balance des paiements de 2007 à 2017 fait apparaître les évolutions suivantes :

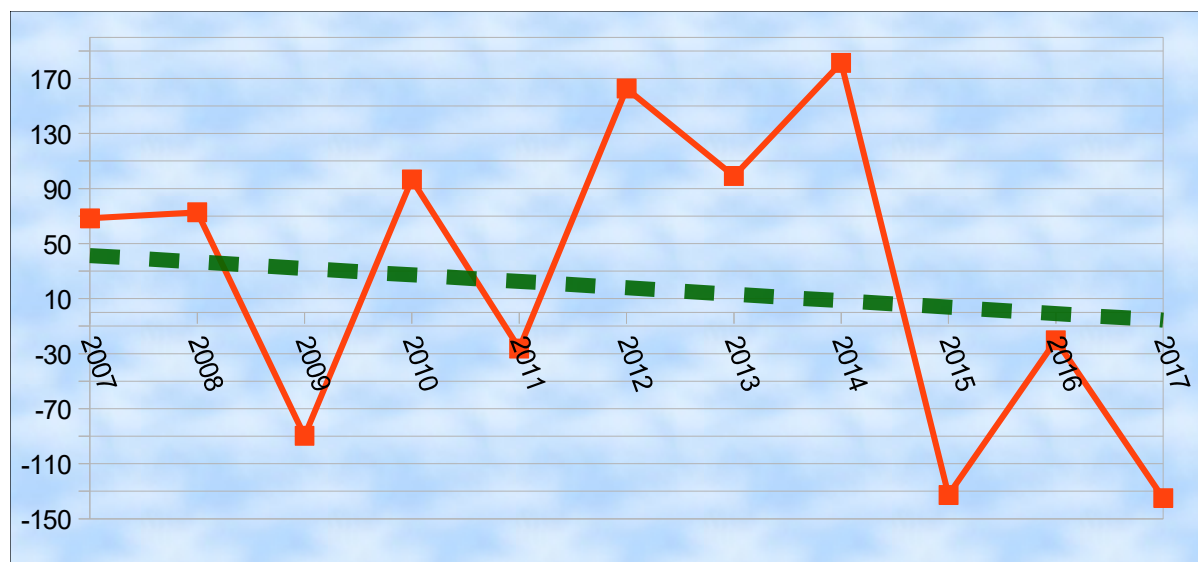
Tableau 1 : Evolution du solde global de la balance des paiements (en millions de FCFA)

Année	Solde
2007	68 351
2008	72 696
2009	-89 754
2010	96 588
2011	-28 074
2012	162 685
2013	99 053
2014	181 363
2015	-132 646
2016	-20 243
2017	-134 978

Source : BCEAO

Sur une longue période, l'évolution du solde global de la balance des paiements du Niger présente un profil contrasté, reflétant des chocs internes, dont les plus récurrents sont les conditions agro-climatiques, et externes comme l'évolution des cours mondiaux des produits miniers, pétroliers et alimentaires sur le marché international, ainsi que la volatilité des appuis financiers extérieurs et du cours de la Naira, la monnaie nigériane.

Graphique 1 : Solde global de la balance des paiements du Niger entre 2007 et 2017



Source : BCEAO

La description détaillée de l'évolution des principaux postes de la balance des paiements et de la position extérieure globale (PEG) du Niger entre 2016 et 2017 est présentée dans les sections suivantes.

I. COMPTES DES TRANSACTIONS COURANTES

Les tableaux relatifs à la balance des paiements de l'année 2017 sont présentés en annexes 1.1 et 1.2. Il ressort que le déficit structurel de la balance courante s'est dégradé de 5,7%, en passant de 700.258 millions en 2016 à 739.971 millions en 2017, comme l'indique le tableau 2, ci-après.

Tableau 2 : Evolution des transactions courantes (Montants en millions de FCFA)

Poste	2013	2014	2015	2016	2017
Biens et services	-622 991	-742 833	-963 765	-768 467	-874 017
Biens	-212 266	-367 896	-525 406	-405 479	-434 166
Services	-410 725	-374 937	-438 359	-362 989	-439 852
Revenu primaire	-91 267	-75 011	-90 479	-96 694	-105 457
Revenu secondaire	145 977	172 537	175 575	164 903	239 504
Solde du compte courant	-568 281	-645 307	-878 669	-700 258	-739 971
Solde du compte courant (hors dons)	-622 181	-713 207	-955 269	-766 458	-857 871
PIB Nominal	3 788 275	4 068 902	4 268 886	4 464 335	4 464 335
Solde courant hors dons (en % du PIB)	-15,0%	-17,5%	-22,4%	-17,2%	-19,2%

Sources : BCEAO et INS

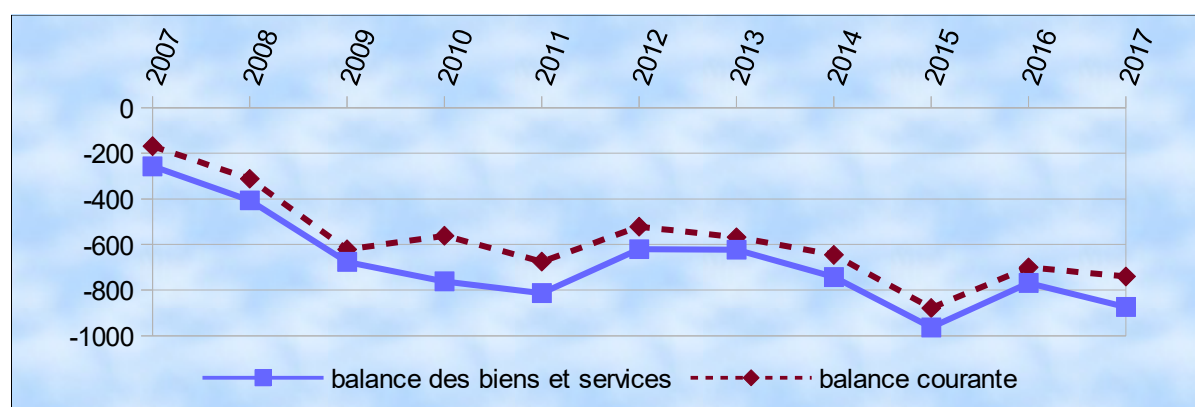
Cette évolution résulte de la balance des biens et services et celle du revenu primaire, atténuée par l'amélioration de la balance du revenu secondaire.

Le ratio du déficit courant, hors dons, rapporté au PIB s'est accru de 2,0 points de pourcentage (pp) pour ressortir à 19,2% en 2017 contre 17,2% en 2016. Cette évolution traduit pour l'essentiel la hausse des importations des biens d'équipement et intermédiaires en rapport avec les grands travaux d'infrastructures publiques (routes, échangeurs, etc.) et investissements des sociétés de prospection et d'exploitations minière et pétrolière, la consommation des services spécialisés ainsi que l'achat des produits alimentaires.

Les soldes de la balance des biens et services et celui des transactions courantes présentent une évolution parallèle, comme l'illustre le graphique 2 ci-dessous.

Cette corrélation traduit pour l'essentiel l'importance des échanges de biens et du fret des marchandises dans les transactions courantes du Niger. Toutefois, un décrochage est observé entre 2009 et 2010, en raison de l'accroissement de la consommation des autres services par les entreprises résidentes, tels que les services de télécommunications, d'informatique et de construction, induit par le regain d'activités dans les secteurs minier, pétrolier, de télécommunications et des bâtiments et travaux publics. A partir de 2011, les deux séries retrouvent leur évolution d'avant le choc de 2009. Le niveau atteint en 2017 est imputable à la réception d'un montant record d'aides budgétaires par l'Etat.

Graphique 2 : Evolution comparée de la balance des biens et services et de la balance courante entre 2007 et 2017 (montants en milliards de FCFA)



Source : BCEAO

Encadré 1 : Elaboration du Plan de Développement Economique et Social (PDES 2017-2021)

Le Plan de Développement Economique et Social (PDES) 2017-2021 est le premier plan quinquennal de l'opérationnalisation de la Stratégie de Développement Durable et de Croissance Inclusive (SDDCI) Niger 2035 adoptée par le Gouvernement le 9 mai 2017. Par conséquent, il tire ses fondements de la vision issue de cette stratégie, à travers laquelle le Niger affirme sa ferme volonté de transformation à tous les niveaux et surtout son désir d'éradiquer la pauvreté et les inégalités. Le PDES 2017-2021 tire également ses fondements des orientations du «Programme de Renaissance Acte-2 » articulées autour de huit (08) priorités à savoir (i) promouvoir la renaissance culturelle, (ii) poursuivre la consolidation des institutions démocratiques, (iii) assurer la sécurité des personnes et des biens, (iv) garantir l'accès à l'eau pour tous, (v) assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle à travers l'ISN, (vi) développer les infrastructures de communication et énergétiques, (vii) développer les secteurs sociaux : éducation et santé, (viii) promouvoir l'emploi des jeunes.

Le PDES 2017-2021 s'inscrit également dans le cadre des agendas internationaux (Agenda 2030

des Nations Unies, Agenda 2063 de l'Union Africaine, vision 2020 de la CEDEAO) et se conforme au Document d'orientations économiques 2016-2019 du Gouvernement qui a servi de base à l'élaboration du Programme Economique et Financier conclu avec le Fonds Monétaire International (FMI).

Partant des enseignements tirés de l'évaluation du PDES 2012-2015, cinq axes stratégiques ont été retenus à savoir : i) la renaissance culturelle ; ii) le développement social et la transition démographique ; iii) l'accélération de la croissance économique ; iv) l'amélioration de la gouvernance, paix et sécurité et v) la gestion durable de l'environnement. Il s'agit, à travers ces cinq axes, d'apporter des réponses appropriées aux défis majeurs auxquels le Niger fait face et qui entravent son développement économique et social.

L'objectif principal est de réduire l'incidence de la pauvreté de 39,8% en 2016 à 31,3% en 2021 en réalisant un taux de croissance économique moyen de 7% et en portant le taux de pression fiscale à 20% à travers une transformation structurelle de l'économie, notamment une profonde transformation du monde rural, une modernisation de l'administration publique et une redynamisation du secteur privé. Pour chaque axe stratégique, il est décliné un certain nombre de programmes et sous programmes qui seront exécutés tout au long de la période à travers un Plan d'Actions Prioritaires (PAP).

Le montant du financement du PDES 2017-2021 est évalué à 13 735 milliards de FCFA dont 8 171 milliards de dépenses publiques et 5 564 milliards de dépenses d'investissements à rechercher. Relativement au PDES 2012-2015, le financement du nouveau programme ressort en hausse de 8 313,4 milliards ou 153,3% en valeur relative. Les dépenses publiques seront financées à hauteur de 5 079,2 milliards de FCFA de ressources propres et 3 091,8 milliards de ressources extérieures à mobiliser auprès des Partenaires Techniques et Financiers.

A cet effet, la table ronde de financement du PDES s'est tenue les 13 et 14 Décembre 2017 à Paris. La conférence s'est déroulée en deux volets : un volet Table Ronde institutionnelle des partenaires techniques et financiers et des amis du Niger tenu le 13 décembre et un volet Forum des investisseurs tenu le 14 décembre. Lors des Annonces et promesses des partenaires, les indications de plusieurs Chefs de Délégation ont permis de préciser leurs contributions de financement en appui à la mise en œuvre du PDES. A cet effet, la Table Ronde a enregistré des annonces de contribution de 12,7 milliards de \$ US pour un besoin de 7 milliards \$ US, assurant ainsi très largement la couverture des besoins de financement pour la mise en œuvre du PDES 2017-2021.

Lors des annonces et manifestation d'intérêt du côté des investisseurs privés, les intentions enregistrées portent sur un montant global de 10,3 milliards pour un besoin de 10 milliards \$ US.

Au total, les annonces et manifestation d'intérêts d'un montant global de 23 milliards de \$ US ont été enregistrées.

Source : PDES 2017-2021 et Communiqué Table Ronde

1.1. Balance commerciale de biens

Le déficit commercial a connu une détérioration de 28.687 millions, soit 7,1% en 2017, passant de 405.479 millions en 2016 à 434.166 millions en 2017 (cf. tableau 3).

Le ratio du déficit commercial au PIB épouse la même dynamique, en passant de 9,0% en 2016 à 9,2% en 2017.

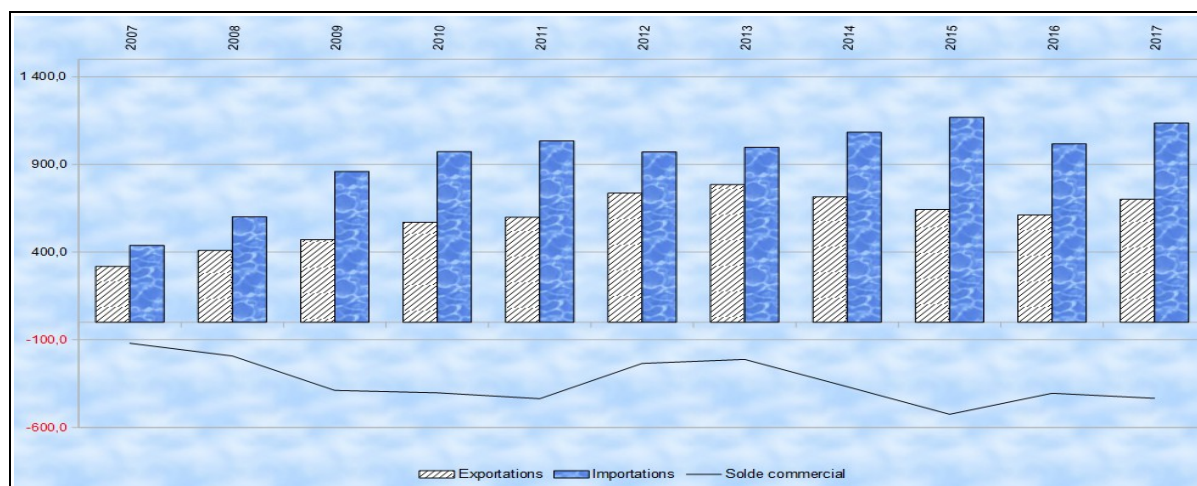
Tableau 3 : Evolution de la balance commerciale de biens (Montants en millions de FCFA)

Rubriques	2013	2014	2015	2016	2017
Exportations totales ajustées	784 609	715 147	643 158	611 743	701 843
Importations totales FOB de biens	996 875	1 083 043	1 168 564	1 017 221	1 136 009
Balance commerciale	-212 266	-367 896	-525 406	-405 479	-434 166
Balance commerciale sur PIB	-5,6%	-9,0%	-12,3%	-9,0%	-9,2%
Taux de couverture des importations par les exportations	78,7%	66,0%	55,0%	60,1%	61,8%

Source : BCEAO

Ces évolutions se rapportent aux données ajustées, qui assurent une meilleure couverture du commerce extérieur et reflète mieux l'orientation des échanges.

Graphique 3 : Evolution des composantes de la balance commerciale entre 2007 et 2017

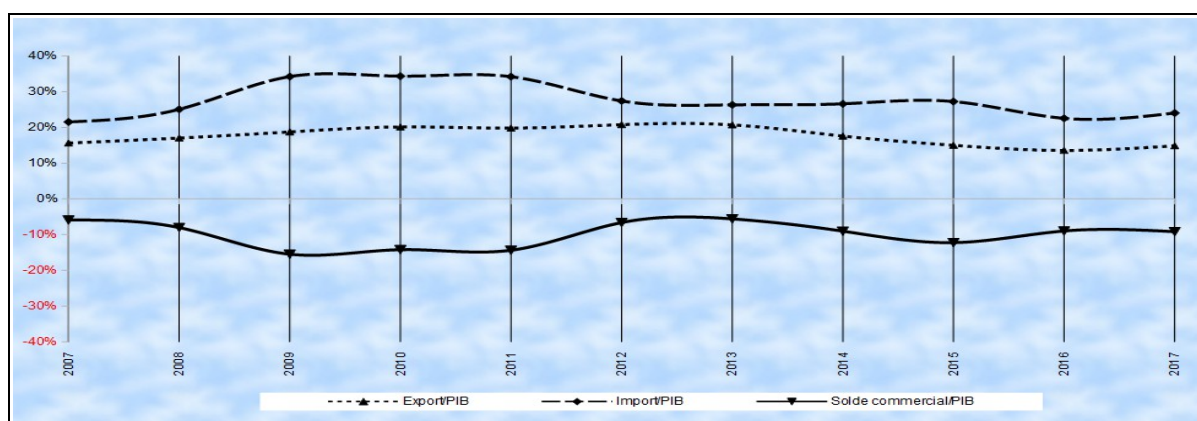


Source : BCEAO

La dégradation du déficit commercial entre 2016 et 2017 résulte de la hausse des importations (+118.787 millions), beaucoup plus importante que celle des exportations (+90.100 millions). En effet, les importations ont augmenté de 11,7%, tirées principalement par les achats de produits alimentaires ainsi que les biens d'équipement et intermédiaires. Cette évolution est sous-tendue par la poursuite des grands travaux dans les domaines routier, énergétique, des BTP ainsi que la reprise des investissements des sociétés de prospections minière et pétrolière. La progression des achats des produits alimentaires est tirée par les céréales et les huiles alimentaires, dont une partie est réexportée de manière informelle vers certains pays voisins.

Concernant les exportations, elles sont passées de 611.743 millions en 2016 à 701.843 millions en 2017, soit une hausse de 14,7%, imputable aux expéditions pétrolières, aurifères et aux ventes des produits agropastoraux, dont le niébé et les animaux sur pied vers le Nigeria et l'oignon vers les autres pays de l'Union et le Ghana. Les produits pétroliers ont bénéficié de la hausse des cours du pétrole ainsi que du volume expédié entre 2016 et 2017. En revanche, les exportations d'uranium ont poursuivi leur chute, entamée en 2013, pour se situer à 169.556 millions en 2017 contre 177.680 millions en 2016.

Graphique 4 : Evolution des ratios de la balance commerciale entre 2007 et 2017



Source : BCEAO

En conséquence, le taux de couverture des importations FOB par les exportations est ressorti à 61,8% en 2017 contre 60,1% un an plus tôt. Le graphique 4, précédent, présente l'évolution des ratios de la balance commerciale en pourcentage du PIB.

1.1.1. Exportations de biens

1.1.1.1. Evolution globale des exportations de biens

Le tableau 3 ci-après indique l'évolution des exportations de biens reclassés suivant les principales composantes du MBP6.

Tableau 4 : Evolution des exportations selon les différents postes de biens (Montants en millions de F CFA)

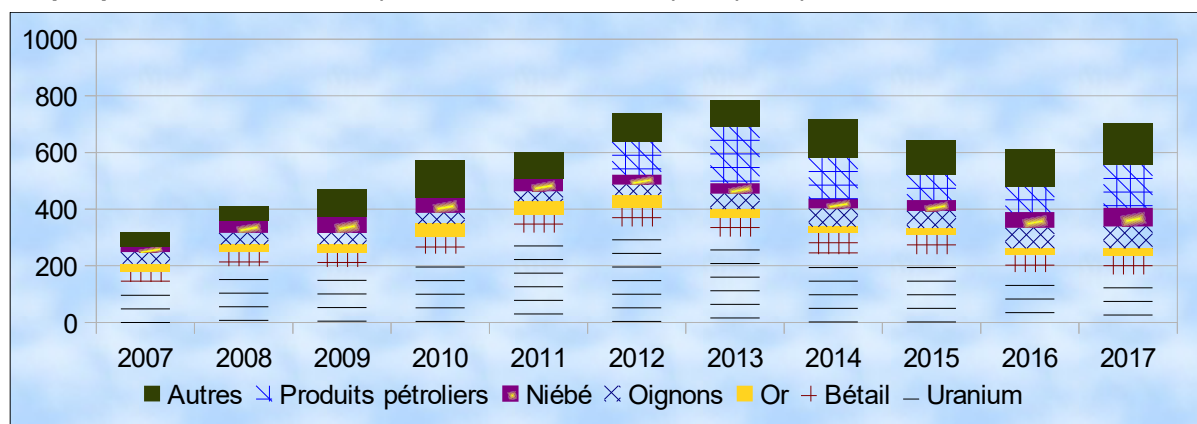
Poste	2013	2014	2015	2016	2017
Marchandises générales	754 905	693 417	618 322	587 240	675 679
- Uranium	302 788	240 529	240 762	177 680	169 556
- Pétrole raffiné	198 900	143 198	88 730	91 343	151 396
- Produits agropastoraux	158 180	174 125	166 152	186 480	208 486
- Autres produits	95 037	135 565	122 678	131 737	146 241
<i>Dont réexportations</i>	71 931	105 300	97 954	96 386	104 387
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce	0	0		0	33
Or non monétaire	29 704	21 730	24 836	24 503	26 131
Total exportations de biens	784 609	715 147	643 158	611 743	701 843

Source : BCEAO

Il en ressort un montant total des exportations de 701.843 millions en 2017 contre 611.743 millions en 2016, soit une hausse de 14,7% imputable principalement à la rubrique « marchandises générales » et à l'or non monétaire. Cette performance provient notamment de la progression des expéditions pétrolières, aurifères et des produits agropastoraux, malgré le recul des ventes uranifères. S'agissant des exportations du pétrole raffiné, elles se sont établies à 151.396 millions en 2017 contre 91.343 millions un an plus tôt, en raison de la hausse conjuguée du volume et du prix. Pour l'uranium, le repli de 4,6% observé est principalement dû à la réduction du prix conventionnel entre les deux années.

L'évolution des exportations des principaux produits est retracée ci-après (cf. graphique 5). Elle révèle une prédominance des produits agropastoraux (bétail, oignon et niébé), des produits miniers (uranium et or) et des produits pétroliers.

Graphique 5 : Evolution des exportations en valeur des principaux produits entre 2007 et 2017



Source : BCEAO

1.1.1.2. Composition des exportations de biens

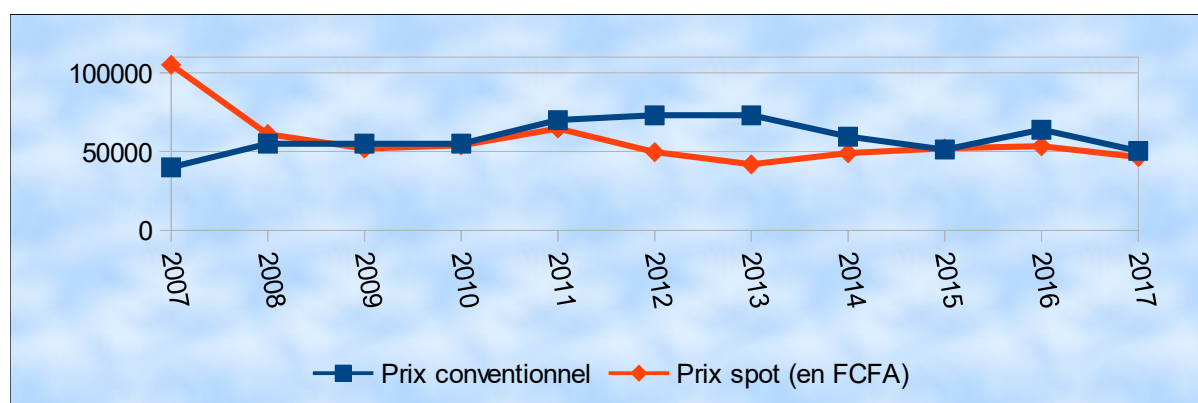
1.1.1.2.1. Uranium

Le volume d'uranium exporté par les sociétés minières s'est situé à 3.561,5 tonnes en 2017 contre 2.924,0 tonnes en 2016. Par ailleurs, la production est passée de 3.478 tonnes en 2016 à 3.885 tonnes au cours de l'année sous revue. Les expéditions des filiales d'ORANO (Ex-Areva) au Niger, à savoir la Société des Mines de l'Air (SOMAÏR) et la Compagnie Minière d'Akouta (COMINAK), ont porté respectivement sur 2.071,0 tonnes et 1.136,0 tonnes, contre 1.694,0 tonnes et 910,0 tonnes en 2016. Celles pour le compte de la Société du Patrimoine des Mines du Niger (SOPAMIN) se sont établies à 318,0 tonnes contre 320,0 tonnes un an plus tôt. La Société des Mines d'Azelik (SOMINA) a momentanément repris ses expéditions en 2017 avec 36,5 tonnes en 2017, suite à l'arrêt de la production. Quant au prix conventionnel du kilogramme pour la SOMAIR et la COMINAK, il est passé de 63.850 FCFA en 2016 à 50.364 FCFA en 2017 (soit une baisse de 21,1%).

Ainsi, en valeur, les exportations de la SOMAÏR ont atteint 92.806,0 millions en 2017 contre 98.953,0 millions en 2016 et celles de la COMINAK 53.017,9 millions contre 57.203,0 millions un an plus tôt. Pour la SOPAMIN, les ventes ont quasiment stagné en passant de 21.706 millions en 2016 à 21.524 millions en 2017. S'agissant de la SOMINA, ces expéditions sont valorisées à 2.026,0 millions en 2017.

En liaison avec ces évolutions, les exportations totales en valeur d'uranium se sont établies à 169.556 millions en 2017, après 177.680 millions enregistrés en 2016, soit une baisse de 4,6% résultant de la baisse du prix conventionnel en lien avec celle de la demande mondiale.

Graphique 6 : Evolution du prix du kilogramme d'uranium (en FCFA) entre 2007 et 2017



Source : BCEAO

Encadré 2 : Situation du secteur pétrolier au Niger

Le secteur pétrolier nigérien a connu son essor à partir de l'année 2008, avec les travaux de recherche effectués par la compagnie chinoise, China National Oil and Gas Exploration and Development Corporation (CNODC), dans le cadre d'un contrat de partage de production. Les travaux de prospection ont abouti à la mise en exploitation des réserves pétrolières découvertes dans la région de Diffa, au Nord-est du pays.

L'exploitation pétrolière au Niger a effectivement démarré avec l'inauguration officielle de la SORAZ le 28 novembre 2011. A cet effet, la CNODC a réalisé, entre 2008 et 2011, des forages sur le site pétrolier d'Agadem (région de Diffa) et construit une raffinerie dans la région de Zinder ainsi que le pipeline d'alimentation de la raffinerie d'Agadem à Zinder, long de 462,5 Km. La CNODC a créé deux sociétés de droit nigérien, la CNPC-NP et la Société de Raffinage de Zinder (SORAZ). La production de pétrole brut est assurée par la CNPC-NP, dont le capital est entièrement souscrit par la CNODC. Quant à la SORAZ, son capital est détenu à hauteur de 40% par l'État du Niger et de 60% par la CNODC.

Le volume de ces investissements réalisés en amont (champs pétroliers et pipeline) à la date du 31 décembre 2011 a été officiellement évalué à 1.758.238.178 dollars US.

Par ailleurs, des contrats lient, d'une part, la SORAZ et la Société Nigérienne des Produits Pétroliers (SONIDEP), chargée de la commercialisation du pétrole raffiné, et d'autre part, la SORAZ et la CNPC, qui a le monopole de la production du brut.

Le taux de raffinage tourne autour de 18.000 barils/jour et la consommation intérieure ne dépasse guère les 10.000 barils/jour, le reste étant exporté par la SONIDEP et la SORAZ.

Malgré le faible niveau de la production pétrolière raffinée, l'économie nationale s'est ressentie de son apport. La branche industrie extractive a enregistré en 2012, année de mise en exploitation des gisements, une croissance de 93,1%. Le tissu industriel s'est renforcé avec l'option de la transformation du pétrole brut en produits finis sur place. La branche industrie manufacturière a connu une croissance de 30,6% en 2012 et la part du secteur secondaire dans le PIB est passée de 11,7% en 2011 à 15,8% en 2012, puis 16,8% en 2013. En outre, le pays a réduit sa dépendance énergétique, en s'affranchissant du poids des importations d'hydrocarbures.

De nombreux permis ont été accordés ces dernières à des sociétés. Les perspectives reposent sur le projet d'exportation du brut, rendu possible par la découverte de réserves supplémentaires de pétrole au niveau du bloc d'Agadem permettant de produire au delà de 90.000 barils/jour pendant une durée de vie estimée à 25 ans.

1.1.1.2.2. Pétrole

La Société de Raffinage de Zinder (SORAZ), dont la capacité de raffinage est de 20.000 barils/jour, assure la production des produits pétroliers depuis novembre 2011, répartie entre la consommation intérieure et les exportations. Ainsi, depuis 2012, le Niger exporte des produits pétroliers (essence, gazoil et gaz butane) à destination principalement du Nigeria, du Burkina Faso et du Mali par l'entremise de la SONIDEP et depuis août 2016 de la SORAZ en direction de ces mêmes pays.

Les expéditions des produits pétroliers, y compris l'avitaillement des aéronefs étrangers, se sont établies à 151.396 millions en 2017 contre 91.343 millions en 2016 grâce à l'accroissement du volume exporté et de la hausse des prix.

1.1.1.2.3. Or

Les expéditions de l'or industriel, au titre de l'année 2017, se sont traduites par une hausse du volume de 176,0 kg, passant de 699,0 kg en 2016 à 822,4 kg en 2017, suite à la hausse de la production de 14,4%. Le prix moyen de vente s'est situé en moyenne à 24.476 FCFA le gramme. Dans ces conditions, les expéditions de l'or industriel passent de 16.681,0 millions en 2016 à 20.129,0 millions en 2017, soit une progression de 13,9%.

S'agissant de l'or orpaillé, les ventes à l'extérieur se sont situées à 6.002 millions en 2017 contre 7.822 millions en 2016, en lien avec la fermeture des certains sites. En outre, le

volume et le prix de l'or orpaillé se sont respectivement établis à 306,6 kg et 19.579,2 FCFA le gramme en 2017.

Ainsi, les exportations totales d'or en valeur ressortent à 26.131 millions en 2017 contre 24.503 millions l'année précédente, soit une hausse de 6,6%.

1.1.1.2.4. Bétail

Les exportations de bétail ont amorcé leur reprise en 2017 avec une hausse de 10,5% en valeur, après le recul de 12,6% enregistré en 2016 en raison de la récession économique au Nigeria, principale destination de ce produit. En effet, la sortie du Nigeria de la récession économique et la hausse de 25,1% entre 2016 et 2017 ont dopé les expéditions nigériennes.

1.1.1.2.5. Oignons

La valeur totale des exportations d'oignon ressort à 78.090 millions en 2017 contre 72.594 millions en 2016, suite à la hausse de la production, en lien avec les effets de la mise en œuvre du comptoir de l'oignon et de ceux de l'initiative 3N, notamment les remises à niveau des aménagements hydroagricoles existants, l'augmentation des superficies emblavées et l'utilisation plus importante de matériels et d'intrants agricoles.

1.1.1.2.6. Niébé

Le commerce du niébé est essentiellement orienté vers le Nigeria. Par ailleurs, en raison d'un important commerce informel sur ce produit et de la fraude douanière, son évaluation est notamment confrontée à une sous-estimation des exportations par les statistiques officielles.

En 2017, la valeur des exportations de niébé s'est située à 64.950 millions en 2017, en progression de 18,8% par rapport au niveau de 54.669 millions enregistré un an plus tôt, suite à une hausse record de la production lors de la campagne agricole 2016/2017 ainsi qu'une bonne récolte lors de la campagne 2017/2018 et à la lutte contre les insectes ravageurs. En effet, la production est passée de 1.668.023 tonnes en 2015 à 1.982.300 tonnes en 2016 et à 1.953.700 tonnes en 2017. L'expédition de ce produit dépend non seulement de la campagne précédente, dont les stocks sont écoulés au cours de l'année suivante, mais également de celle en cours durant le dernier trimestre.

1.1.1.2. 7. Autres exportations

Ces exportations sont ressorties à 146.274,0 millions en 2016 contre 131.736,0 millions en 2015, soit une hausse de 11,0%, en raison de l'accroissement des réexportations de marchandises vers le Nigeria. En effet, les autres produits exportés sont constitués de cuirs et peaux, de produits piscicoles, de cultures de rente (souchet, coton égrené, sésame, riz paddy, huile d'arachide et gomme arabique) ainsi que des réexportations de cigarettes, de friperies, de tissus de coton, de véhicules et engins et de produits alimentaires (riz, pâtes alimentaires, huiles végétales, etc.).

L'annexe 1.7 présente l'évolution des exportations ajustées de marchandises par principaux produits, telles qu'elles ressortent des statistiques officielles et des ajustements opérés.

Le ratio du service de la dette extérieure sur les exportations² est ressorti à 5,4%, en baisse de 0,6% par rapport à son niveau de 2016. Il est largement en dessous du seuil de vulnérabilité fixé à 20%.

Tableau 5 : Evolution du service de la dette sur les exportations ajustées de marchandises générales (Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2013	2014	2015	2016	2017
Exportations totales ajustées	784 609	715 147	643 158	611 743	701 843
Service de la dette publique	23 189	30 542	36 719	38 720	37 946
Service de la dette/Exportations	3,0%	4,3%	5,7%	6,0%	5,4%

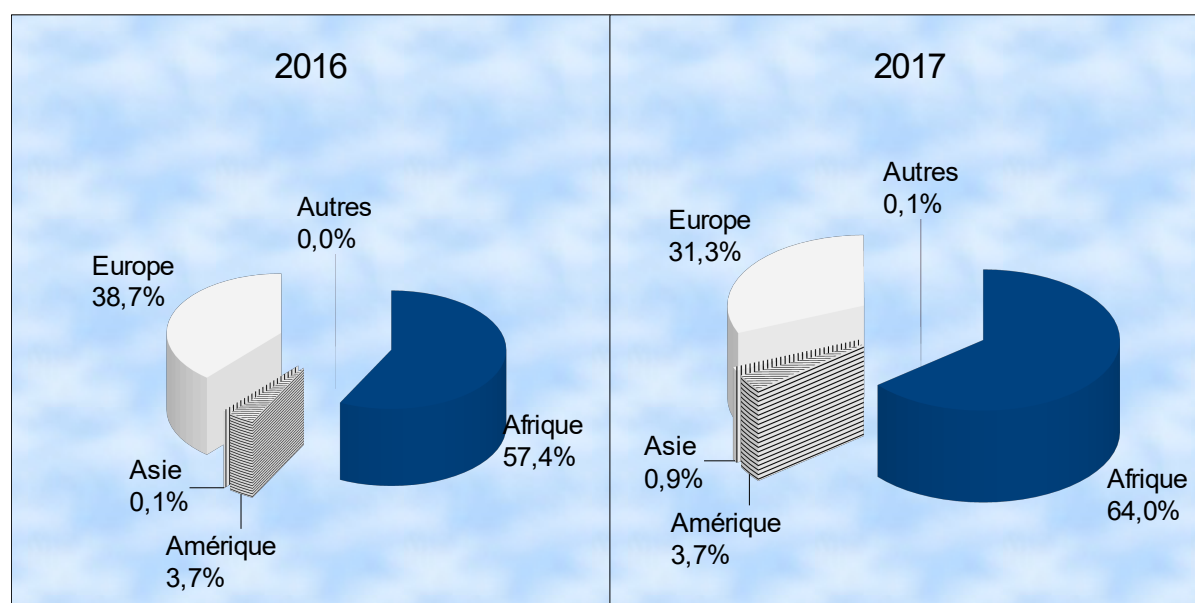
Sources : BCEAO et MF

1.1.1.3. Orientation géographique des exportations

L'analyse des données du tableau 1.9, présenté en annexe, fait ressortir une nette progression de la part des exportations à destination de l'Afrique et un repli de celle de l'Europe.

L'Afrique est le premier marché à l'exportation du Niger en absorbant 64,0% de ses ventes en 2017 contre 57,4% l'année précédente, suivie de l'Europe (31,3%), de l'Amérique (3,7%) et de l'Asie (0,1%), comme l'indique le graphique 7 suivant.

Graphique 7 : Répartition des exportations par zone géographique en 2016 et 2017



Source : BCEAO

² Ce ratio constitue un indicateur de viabilité de la dette qui évalue la part des recettes d'exportations consacrée au service de la dette extérieure. Il permet d'apprécier la vulnérabilité du paiement des engagements face à une baisse inattendue des recettes d'exportation.

Le maintien de l'Afrique à la place de premier client du Niger s'explique par la hausse des expéditions des produits pétroliers et dans une moindre mesure par celle du niébé, de l'oignon, des animaux sur pied et des réexportations.

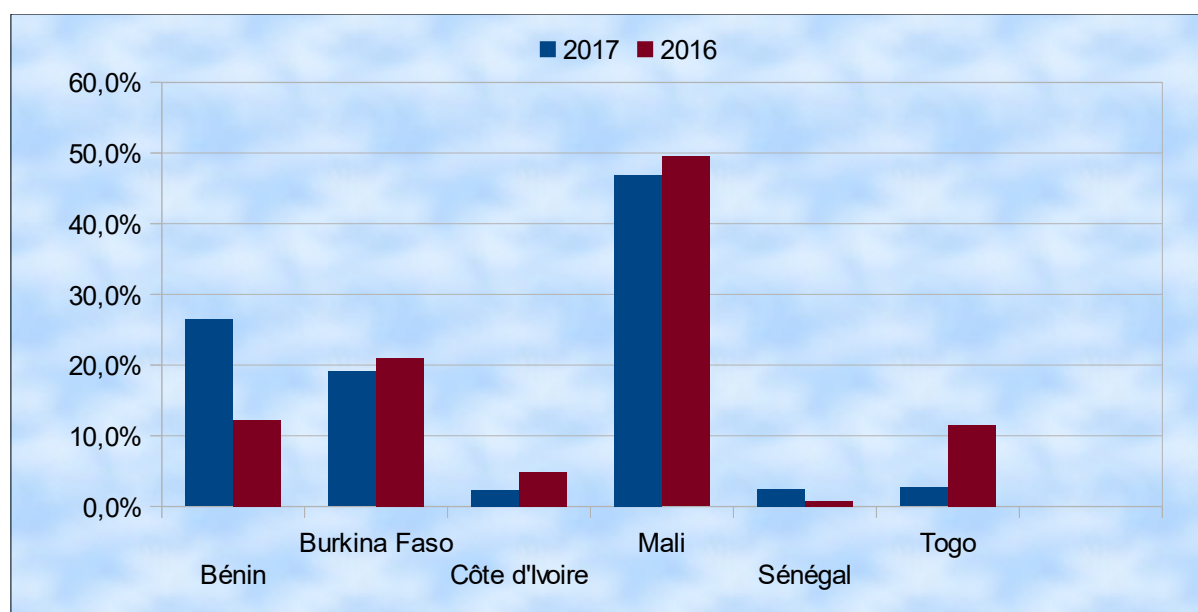
Quant à l'Europe, elle occupe la deuxième place des partenaires du Niger à l'exportation, avec 31,5% des échanges contre 38,7% un an plus tôt. Cette baisse de la part de l'Europe est due essentiellement à la chute des expéditions d'uranium vers la France.

La position de l'Amérique ressort à 3,7%, soit le même niveau qu'en 2016.

En ce qui concerne les transactions avec les pays membres de l'UEMOA, les données ont été corrigées des différentes asymétries³ relevées entre les pays de l'Union. Il ressort que ces pays ont accueilli 26,4% des exportations du Niger en 2017 alors que le niveau était de 18,2% en 2016. Cette progression est imputable principalement aux produits pétroliers raffinés.

Les produits vendus dans l'UEMOA sont principalement constitués d'oignons, du bétail et, surtout, du pétrole raffiné, en direction du Mali, du Burkina, du Togo et de la Côte d'Ivoire (cf. graphique 8).

Graphique 8 : Répartition des exportations UEMOA en 2016 et 2017 (en %)



Source : BCEAO

1.1.2. Importations de biens

1.1.2.1. Evolution globale des importations de biens

Le tableau 5 ci-dessous présente l'évolution des importations FOB de biens reclassés suivant les principales composantes du MBP6.

³ Les asymétries dans les statistiques du commerce extérieur intra-UEMOA biaisent l'analyse de la balance des paiements régionale qu'élabore la BCEAO. Afin d'y remédier, le Conseil des Ministres de l'Union a approuvé en mars 2003 la mise en place d'une Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données du commerce intra-UEMOA. Elle a démarré ses activités en 2007. Elle procède chaque année au retraitement des données du commerce intra-UEMOA, les purgeant des asymétries relevées sur la base des données douanières des Etats.

Tableau 6 : Evolution des importations FOB de biens

(Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2013	2014	2015	2016	2017
Marchandises générales	996 875	1 082 992	1 168 494	1 017 221	1 136 009
Or non monétaire	0	1	0	0	0
Importations nettes de biens dans le cadre du négoce		50	70	0	0
Total importations fob de biens	996 875	1 083 043	1 168 564	1 017 221	1 136 009
Importations fob de biens /PIB	26,3%	26,6%	27,2%	22,6%	24,0%

Source : BCEAO

L'évolution des importations CAF par grands groupes de produits est, quant à elle, retracée dans le graphique 9 ci-dessous, élaboré à partir des données de l'annexe 1.11.

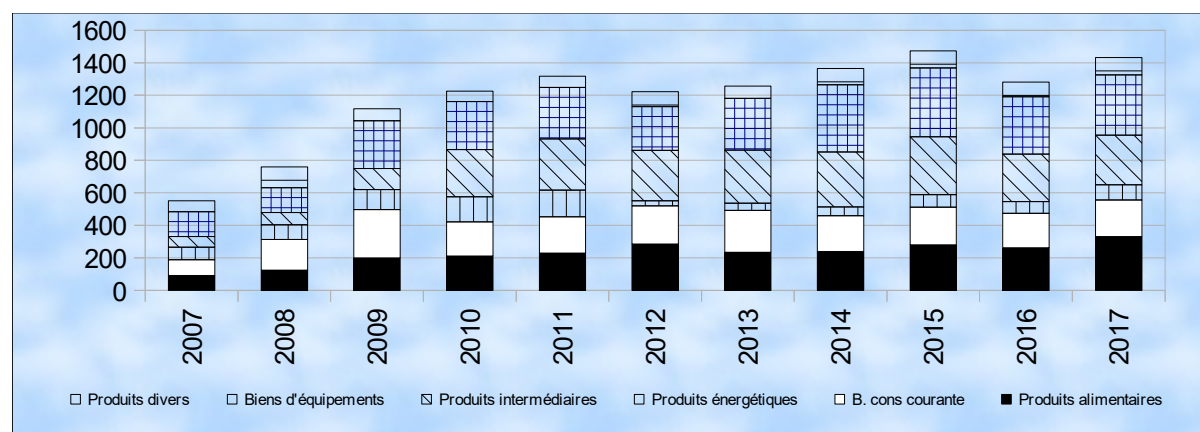
1.1.2.2. Composition des importations de biens

La décomposition de ces groupes de produits a permis de faire ressortir, en détail, l'évolution des principaux produits importés au Niger. Les biens d'équipement, dont les machines et appareils (électrique et mécanique), les matériels de transport, de précision ainsi que les biens meubles, constituent le groupe prédominant, avec 25,9% du total des achats à l'extérieur en 2017, suivis des produits alimentaires (riz, pâtes alimentaires, huiles végétales, etc.) avec 23,1% du total. Viennent ensuite les biens intermédiaires (21,3%), constitués du ciment, du fer, de l'acier et des produits chimiques, les biens de consommation courante (15,7%) et les autres biens (7,4%). Les produits pétroliers et énergétiques ont représenté 6,5%.

La hausse des importations des biens d'équipement et intermédiaires est en liaison avec le regain d'intensité des grands travaux notamment dans le domaine routier, des BTP ainsi qu'à la poursuite des investissements des sociétés d'exploitation minière et pétrolière.

La progression des achats des produits alimentaires est en lien avec l'accroissement des importations de riz, de pâtes alimentaires et huiles végétales, dont une partie est réexportée de manière informelle vers certains pays voisins.

Graphique 9 : Evolution des importations en valeur par groupes de produits de 2007 à 2017 (en milliards de FCFA)



Source : BCEAO

1.1.2.3. Orientation géographique des importations de biens

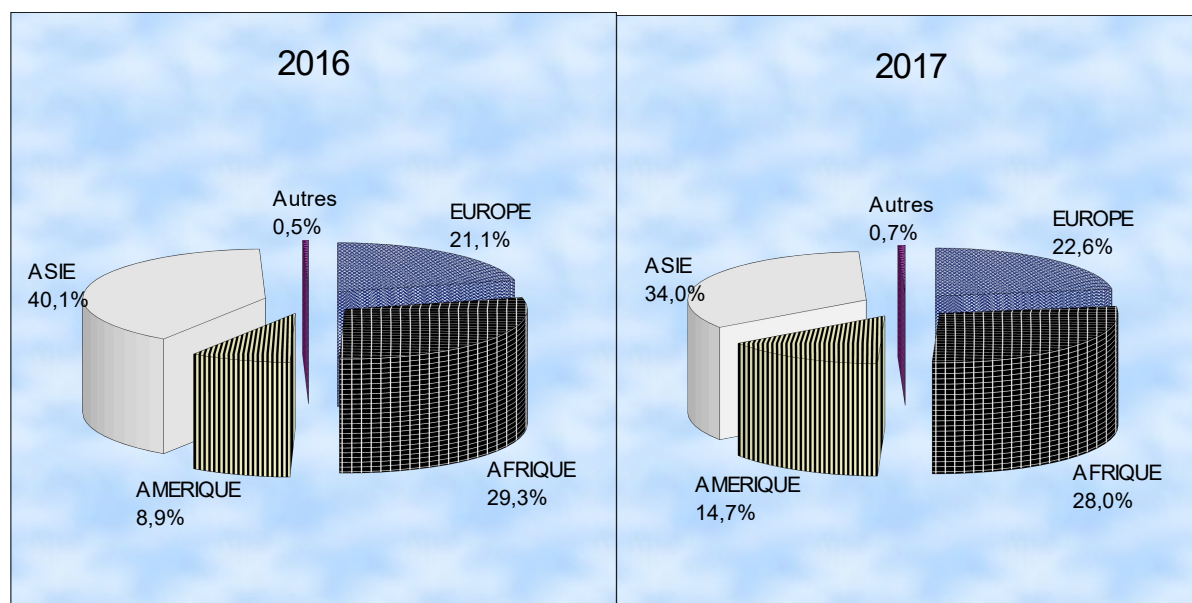
La zone Asie demeure la principale source d'approvisionnement du Niger avec 34,0% de la valeur totale des importations au titre de l'année 2017 contre 40,1% un an plus tôt (cf. graphique 10 et annexe 1.12). Elle est suivie par l'Afrique avec 28,0% (contre 29,3% en 2016) et l'Europe avec 22,6% (contre 21,1% en 2016). Quant à l'Amérique, elle a livré 14,7% des importations du Niger en 2017 contre 8,9% en 2016.

Les produits en provenance de l'Asie sont constitués pour l'essentiel des appareils électroniques, des biens d'équipement, des céréales, de matériels de bureau, des textiles, des friperies et du thé.

L'accroissement des importations de l'Amérique est imputable aux achats de biens d'équipement et de voitures des Etats-Unis d'Amérique.

Quant aux importations en provenance de l'Europe, elles sont constituées pour l'essentiel de certains produits pétroliers, pharmaceutiques et laitiers, des cigarettes, de matériels de télécommunications, des appareils de précision, des véhicules neufs ainsi que ceux d'occasion.

Graphique 10 : Parts des principaux pays partenaires à l'importation en 2016 et 2017

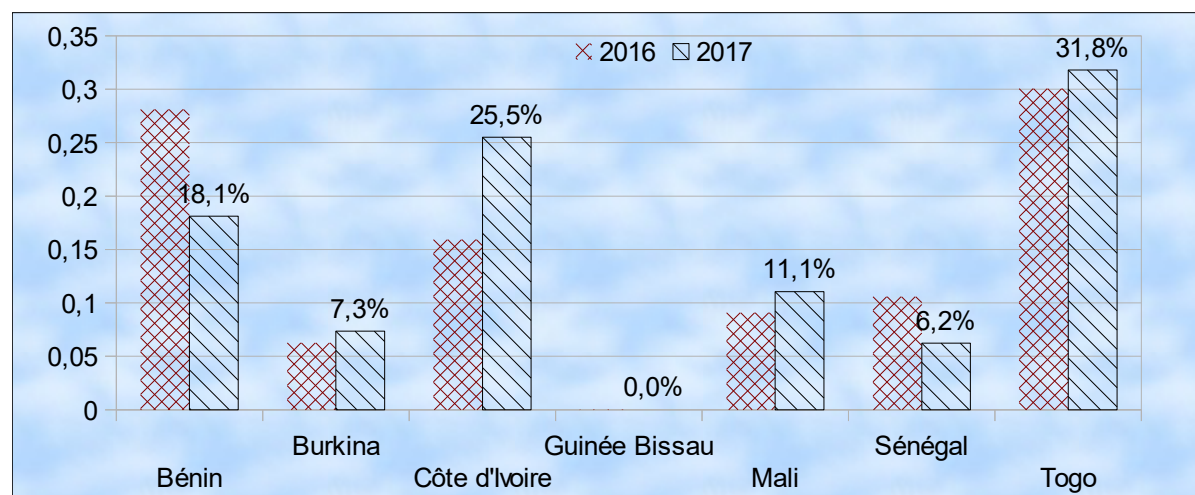


Source : BCEAO

Au niveau du continent africain, 56,8% des marchandises importées proviennent de la Zone UEMOA. Ces importations sont principalement composées du ciment, des huiles de cuisine, de céréales, des fruits et légumes et des produits manufacturés.

Les approvisionnements en provenance des autres Etats de l'Union se sont établies à 176.247 millions en 2017 contre 164.704 millions à fin décembre 2016. Ces transactions sont dominées par le Togo (31,8%), suivi de la Côte d'Ivoire (25,5%) et du Bénin (18,1%), comme l'indique le tableau de l'annexe 1.12.

Graphique 11 : Répartition des importations en provenance de l'UEMOA en 2016 et 2017



Source : BCEAO

1.2. Balance des services

Le déficit de la balance des services s'est aggravé de 76.863 millions pour ressortir à 439.852 millions en 2017 contre 362.989 millions en 2016. Cette situation résulte principalement de la progression des dépenses en fret et assurances induite par la hausse des importations ainsi que de la consommation des services spécialisés extérieurs.

Ainsi, le solde déficitaire des autres services, constitués notamment des services de télécommunications, d'informatique, d'informations, de fabrication, de recherche et développement, de conseil en gestion, de réparation et maintenance, des travaux de construction ainsi que des biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs, s'est situé, quant à lui, à 126.900 millions en 2017 contre 80.991 millions un an plus tôt.

En effet, ce poste a connu une détérioration de 45.909 millions entre 2016 et 2017, en raison du regain d'intensité des travaux de construction d'infrastructures et dans les domaines minier et pétrolier, modérée par les recettes de télécommunications réalisées par les compagnies de téléphonie mobile, liées notamment à l'interconnexion. En effet, les compagnies de téléphonie mobile réalisent des recettes dans le cadre de l'utilisation de leurs réseaux par des voyageurs étrangers dans le cadre du roaming et effectuent également des dépenses pour l'utilisation des plate-formes étrangères.

Tableau 7 : Evolution de la balance des services de 2013 à 2017

(Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2013	2014	2015	2016	2017
Transport	-271 898	-296 541	-338 754	-283 514	-314 615
Voyage	5 457	2 430	2 143	1 516	1 664
Autres services	-144 284	-80 826	-101 748	-80 991	-126 900
Total balance des services	-410 725	-374 937	-438 359	-362 989	-439 852

Source : BCEAO

1.2.1. Transports

Le solde déficitaire des transports s'est alourdi, passant de 283.514 millions en 2016 à 314.615 millions en 2017, imputable à la progression des dépenses nettes en fret de 30.713 millions, induite par la hausse des importations.

Tableau 8 : Evolution du poste "transports" (Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2013	2014	2015	2016	2017
Transports	-271 898	-296 541	-338 754	-283 514	-314 615
- passagers	-15 991	-17 014	-38 051	-17 121	-18 620
- Fret	-256 060	-278 987	-302 521	-263 313	-294 026
- Autres	153	-540	1 818	-3 080	-1 969
Importations CAF de marchandises	-1 253 931	-1 364 894	-1 472 670	-1 281 942	-1 431 643
Fret/Importations CAF	20,50%	20,65%	20,65%	20,65%	20,65%

Source : BCEAO

1.2.2. Voyages

Le poste « voyages » est ressorti à 1.664 millions en 2017 contre 1.516 millions un an plus tôt. En effet, comme l'indique le tableau 8 ci-après, le poste voyage a affiché une hausse de 148,0 millions par rapport à l'année 2016, imputable principalement aux voyages à titre professionnel, dont la balance s'est améliorée en raison de l'organisation de plusieurs rencontres et foires à Niamey. La dégradation des voyages à titre personnel est en lien avec les évacuations sanitaires, le pèlerinage à la Mecque ainsi que les autres dépenses touristiques à l'étranger.

Tableau 9 : Evolution du poste "voyages"

(Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2013	2014	2015	2016	2017
Voyages	5 457	2 430	2 143	1 516	1 664
- à titre professionnel	4 823	7 551	4 952	5 200	12 037
- à titre personnel	634	-5 121	-2 809	-3 684	-10 373

Source : BCEAO

1.2.3. Autres Services

L'examen du Tableau 9 ci-dessous fait ressortir un solde déficitaire de 126.900 millions, en hausse par rapport au niveau de 80.991 millions atteint en 2016, imputable essentiellement aux travaux de construction d'infrastructures et aux autres services rendus aux sociétés minières, pétrolières et de télécommunications.

Tableau 10 : Évolution du poste "Autres services" (Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2013	2014	2015	2016	2017
Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	-16 994	-5 950	-11 311	-13 332	-25 833
Travaux de construction	-62 068	-61 301	-68 968	-56 526	-69 306
Services d'assurance et de retraite	-210	-5 793	-5 702	-3 641	-6 466
Services de télécommunications, d'informatique et d'information	-18 673	12 452	11 889	10 800	9 056
Autres services aux entreprises (R&D, Conseil en gestion, services spécialisés, services liés au commerce international)	-47 289	-24 256	-30 799	-22 247	-38 538
Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs	2 341	4 252	3 600	3 654	6 504
Divers autres services	-1 391	-230	-458	301	-2 316
Total Autres services	-144 284	-80 826	-101 748	-80 991	-126 900

Source : BCEAO

La consommation en services spécialisés concerne le secteur des BTP (travaux routiers, construction des échangeurs), l'exploration minière et pétrolière ainsi que les télécommunications.

1.3. Compte du revenu primaire

Le solde du revenu primaire s'est dégradé de 8.764 millions pour s'établir à -105.457 millions en 2017, en liaison principalement avec la hausse des revenus des investissements.

Les flux de revenus entre le Niger et le reste du monde se décomposent en revenus du travail, constitués exclusivement des revenus des salariés, des revenus d'investissements, ventilés en investissements directs, intérêts dus au titre de la dette extérieure et revenus divers émanant des investissements en capital, et les autres revenus primaires, dont les versements à l'UEMOA et à la CEDEAO.

Tableau 11 : Evolution de la balance du revenu primaire (Montants en millions de F CFA)

Poste	2013	2014	2015	2016	2017
Rémunérations des salariés	10 316	8 890	9 592	7 473	10 779
Revenus des investissements	-101 583	-84 443	-89 739	-97 093	-108 609
Dont intérêts sur la dette publique hors titres publics	-8 400	-9 955	-13 300	-18 400	-16 400
Autres revenus primaires		542	-10 332	-7 073	-7 627
Revenus primaires nets	-91 267	-75 011	-90 479	-96 694	-105 457

Source : BCEAO

Les revenus nets des salariés, constitués des rémunérations des organismes non-résidents versées au personnel recruté localement nettes des salaires versés par les représentations nigériennes à l'étranger et les revenus des travailleurs saisonniers, se sont situés à 10.779 millions en 2017 contre 7.473 millions un an plus tôt. Cette évolution s'explique principalement par la hausse des revenus des travailleurs saisonniers du fait de l'amélioration de la situation économique dans les pays de destination.

Quant aux revenus des investissements, leur solde s'est détérioré de 11.516 millions entre 2016 et 2017, en ressortant à -108.609 millions contre -97.093 millions en 2016, imputable aux paiements d'intérêts sur les titres publics et la dette privée ainsi qu'aux versements de dividendes aux actionnaires étrangers. Concernant les intérêts hors titres publics de la dette publique extérieure, ils se sont établis à 16.400 millions en 2017 contre 18.400 millions l'année précédente, en raison des différés qui existent pour certains prêts contractés. Il en résulte un ratio des intérêts de la dette publique extérieure sur le total des revenus nets des investissements de 15,1%, en baisse par rapport à 2016.

S'agissant des autres revenus primaires, ils sont constitués du Prélèvement Communautaire de la CEDEAO (PC) et du Prélèvement Communautaire de Solidarité de l'UEMOA (PCS) dans le cadre de la mise en œuvre du processus d'intégration sous-régional par application d'une taxe sur certaines importations. Les montants transférés ont atteint 7.627 millions en 2017 contre 7.073 millions en 2016, en lien avec la hausse des importations en 2017.

Tableau 12 : Evolution des revenus nets des investissements (Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2013	2014	2015	2016	2017
Total des revenus des investissements	-101 583	-84 443	-89 739	-97 093	-108 609
.Revenus des investissements directs	-91 407	-52 690	-71 341	-78 257	-79 481
. Intérêts sur la dette publique extérieure	-8 400	-9 955	-13 300	-18 400	-16 400
. Autres revenus des investissements	-1 776	-21 798	-5 098	-437	-12 728
Intérêts de la dette extérieure/Total des revenus des investissements	8,3%	11,8%	14,8%	19,0%	15,1%

Source : BCEAO

1.4. Compte du revenu secondaire

Les deux principales composantes de ce poste sont les transferts courants publics et les transferts courants privés effectués en faveur des autres secteurs. Les transferts courants publics comprennent les appuis budgétaires, les aides alimentaires et les autres dons courants en nature destinés notamment aux secteurs de l'éducation, de la santé, de l'agriculture et de la défense. S'agissant des transferts courants des autres secteurs, ils sont pour l'essentiel constitués des envois de fonds des travailleurs et des subventions reçues de l'extérieur par les ONG résidentes.

Les aides budgétaires mobilisées, provenant essentiellement de l'Union Européenne, de la Banque Mondiale et de la France passent de 66.200 millions en 2016 à un montant record de 117.900 millions en 2017.

S'agissant des aides en espèces et en nature reçues par l'Etat du Niger, elles sont évaluées à 16.225 millions en 2017, dont plus de la moitié en provenance de l'Union Européenne au titre de l'aide alimentaire. L'Etat a, en outre, contribué au fonctionnement des organisations internationales à hauteur de 2.048 millions en 2017.

Les transferts destinés aux ménages et aux ONG se sont établis à 107.427 millions contre 82.075 millions l'année précédente, imputable aux envois de fonds des travailleurs et des subventions reçues de l'extérieur par les ONG en lien avec la gestion des réfugiés en provenance du Mali et du Nigeria. Les envois de fonds ont été impulsé par l'amélioration de la situation économique des pays de résidence de la diaspora.

Au total, le solde du revenu secondaire s'est établi à 239.504 millions contre 164.903 millions un an plus tôt, en rapport avec l'accroissement des transferts publics et privés notamment les aides budgétaires et les envois de fonds des travailleurs migrants.

Tableau 13 : Evolution de la balance du revenu secondaire (Montants en millions de FCFA)

Rubriques	2013	2014	2015	2016	2017
- Administration publique	78 724	91 768	94 525	82 828	132 077
. dont aides budgétaires	53 900	67 900	76 600	66 200	117 900
- Autres secteurs	67 246	80 769	81 050	82 075	107 427
. dont envois de fonds des travailleurs	16 544	26 566	31 980	32 367	43 972
Total revenu secondaire	145 970	172 537	175 575	164 903	239 504

Source : BCEAO

II - Compte de capital

Les deux principales composantes du compte de capital sont les « transferts en capital » et les « cessions ou acquisitions d'actifs non financiers non produits ». Le solde de ce compte s'est situé à 236.953 millions en 2017 contre 229.635 millions en 2016. Ce mouvement haussier est imputable essentiellement aux transferts en capital reçus par les autres secteurs et aux cessions d'actifs miniers.

Les dons projets d'un montant de 200.973 millions proviennent principalement du Fonds Européen de Développement (FED), des agences des Nations Unies (notamment l'UNICEF, l'OMS, le FNUAP et le PNUD), de certains pays de l'Union Européenne, de la Chine, du Japon, de la Banque Africaine de Développement et de la Banque Mondiale, à la faveur de la poursuite de la coopération avec ces pays et institutions.

Par ailleurs, les dons en capital reçus par les autres secteurs ont concerné les ONG et la poursuite de la construction d'un immeuble et d'une université par la BID, en faveur de l'Université Islamique au Niger.

Tableau 14 : Evolution du compte de capital (Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2013	2014	2015	2016	2017
- Transferts de capital Adm. Publ.	251 664	154 300	156 000	204 025	200 973
. Remise de dette	664	0	0	0	0
. Autres transferts	251 000	154 300	156 000	204 025	200 973
- Transferts des autres secteurs	14 825	13 780	19 047	25 926	33 108
Total des transferts de capital	266 489	168 080	175 048	229 951	234 081
Acquis. ou cess. d'actifs non financiers non produits	15 581	15 992	-1 134	-316	2 872
Total compte de capital	282 070	184 072	173 913	229 635	236 953

Source : BCEAO

III. Compte financier

Le solde du compte financier, qui retrace les acquisitions nettes d'actifs et les accroissements nets de passifs financiers, est passé de -454.476 millions en 2016 à -372.966 millions en 2017, imputable aux investissements de portefeuille et aux autres investissements.

Tableau 15 : Evolution du compte financier (Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2013	2014	2015	2016	2017
- Investissements directs	-305 516	-362 569	-292 850	-154 741	-179 784
- Investissements de portefeuille	9 417	-61 779	-83 962	-99 135	-30 992
- Dérivés financiers	0	0	0	0	0
- Autres investissements	-96 593	-223 928	-200 477	-200 600	-162 189
Total Compte Financier	-392 692	-648 276	-577 289	-454 476	-372 966

Source : BCEAO

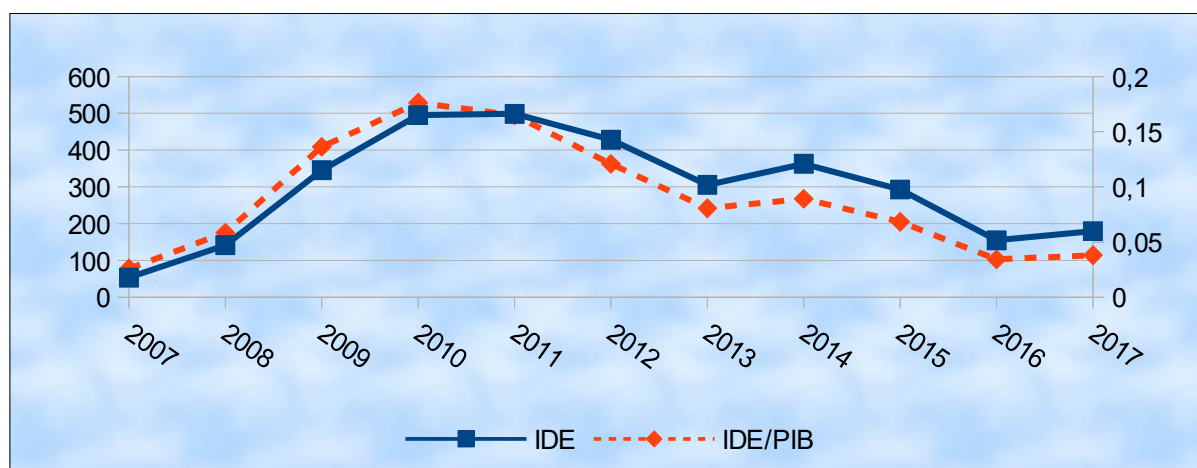
3.1. Investissements directs étrangers

Les flux d'investissements directs étrangers se sont chiffrés à -179.784 millions en 2017 contre - 154.741 millions en 2016, en raison de la poursuite des travaux de prospection pétrolière et minière, la recapitalisation des banques, les forages sur le site d'Agadem, les investissements des sociétés de télécommunications et la construction d'hôtels, tempérés par la récupération des coûts pétroliers par la CNPC.

Comme l'indique le graphique 12 ci-après, le profil des investissements directs étrangers (IDE) a présenté une tendance haussière continue à partir de 2003 avant leur stabilisation relative entre 2010 et 2011.

Ayant débuté en 2004, avec l'intensification des activités aurifères, dont l'exploitation a commencé en octobre 2004, les IDE se sont renforcés avec le dynamisme du secteur des télécommunications. Cette évolution s'est consolidée à partir de 2006, en liaison avec le regain des investissements dans les secteurs minier et pétrolier.

Graphique 12 : Evolution des investissements directs étrangers (IDE) entre 2007 et 2017



Source : BCEAO

3.2. Investissements de portefeuille

Les investissements de portefeuille sont passés de -99.135 millions en 2016 à -30.992 millions en 2017, en lien avec les remboursements aux souscriptions des titres publics nigériens par les banques des autres Etats de l'Union, conjugués aux achats nets de titres publics étrangers par les banques du Niger.

Encadré 3 : Situation des bons et obligations du Trésor en 2017

Le 10 janvier 2017, le Trésor a procédé à la première émission de bons du Trésor pour l'année 2017. L'opération a porté sur un montant en adjudication de 40.000 millions de FCFA sur 364 jours. Les offres enregistrées se sont situées à 40.010 millions de FCFA, soit un taux de couverture du montant mis en adjudication de 100,03%. Les propositions retenues ont porté sur 39.510 millions de FCFA, soit un taux d'absorption de 98,75% du montant global des soumissions. Les banques locales ont souscrit pour un montant de 14.500 millions de FCFA et leurs consocérateurs des autres pays de l'Union pour le solde. Les taux moyen pondéré et marginal sont respectivement ressortis à 6,2411% et 6,5000%. Le montant des intérêts supportés par le Trésor National s'est situé à 2.493,24 millions de FCFA.

Par ailleurs, le Trésor a remboursé, le 12 janvier 2017, les bons émis le 15 janvier 2016 pour un montant de 44.000 millions.

Le 23 février 2017, le Trésor a procédé à la deuxième émission de bons du Trésor pour l'année 2017. L'opération a porté sur un montant en adjudication de 25.000 millions de FCFA sur 91 jours. Les offres enregistrées se sont situées

à 15.142 millions de FCFA, soit un taux de couverture du montant mis en adjudication de 60,57%. Les propositions retenues ont porté sur 15.142 millions de FCFA, soit un taux d'absorption de 100% du montant global des soumissions. Les banques locales ont souscrit pour un montant de 5.000 millions de FCFA et leurs consœurs des autres pays de l'Union pour le solde. Les taux moyen pondéré et marginal sont respectivement ressortis à 6,2765% et 6,9000%. Le montant des intérêts supportés par le Trésor National s'est situé à 240,23 millions de FCFA.

Le 30 mars 2017, le Trésor a procédé à la troisième opération d'émissions simultanées de bons du Trésor respectivement à 182 et 364 jours pour un montant de 30 milliards. Les propositions retenues ont porté sur 19.385 millions de FCFA, soit un taux d'absorption de 95,09% du montant global des soumissions. Les banques locales ont souscrit pour un montant de 5.875 millions de FCFA et leurs consœurs des autres pays de l'Union pour le solde.

Le 19 mai 2017, le Trésor a procédé à la quatrième opération d'émissions simultanées de bons du Trésor respectivement à 182 et 364 jours pour un montant de 25 milliards. Les offres enregistrées se sont situées à 24.280 millions de FCFA, soit un taux de couverture du montant mis en adjudication de 97,12%. Toutes les soumissions ont retenues, soit un taux d'absorption de 100% du montant global des soumissions. Les banques locales ont souscrit pour un montant de 12.250 millions de FCFA et leurs consœurs des autres pays de l'Union pour le solde.

En outre, le Trésor a remboursé, le 25 mai 2017, les bons émis le 29 février 2017 pour un montant de 15.142 millions.

Le Trésor a procédé au remboursement partiel le 23 septembre 2017 de 10 185 millions dont 3 375 millions pour les banques locales, des bons émis le 29 mars 2017.

Le 29 septembre 2017, le Trésor a procédé à la cinquième opération d'émissions de bons du Trésor assimilables pour un montant de 15 milliards. Les offres enregistrées se sont situées à 32.165 millions de FCFA, soit un taux de couverture du montant mis en adjudication de 214,43%. Les soumissions retenues s'élève à 16.500 millions, soit un taux d'absorption de 51,30% du montant global des soumissions. Les banques locales ont souscrit pour un montant de 1.894 millions de FCFA et leurs consœurs des autres pays de l'Union pour le solde.

Le 16 novembre 2017, le Trésor a procédé à la sixième opération d'émissions de bons du Trésor assimilables pour un montant de 25 milliards. Les offres enregistrées se sont situées à 12.503 millions de FCFA, soit un taux de couverture du montant mis en adjudication de 50,01%. L'ensemble de soumissions ont été retenues. L'opération a pour dates de valeur le 17 novembre 2017 et d'échéance le 17/05/2018. Les banques locales ont souscrit pour un montant de 4.000 millions de FCFA et leurs consœurs des autres pays de l'Union pour le solde.

Le Trésor a procédé au remboursement partiel le 19 novembre 2017 de 14 530 millions dont 8 500 millions pour les banques locales, des bons émis le 19 mai 2017.

En conséquence, l'encours des bons du Trésor se situe à 121 573 millions de FCFA au 31 décembre 2017, dont 36 794 millions de FCFA souscrits par les banques locales.

Le 03 avril 2017, le Trésor a procédé au paiement partiel de 15,825 milliards des obligations émises le 03 avril 2014, dont 3,3 milliards aux banques locales.

En outre, il a été procédé le 28 juin 2017 à la première émission de bons obligataires pour un prix unitaire de 10 000 FCFA et un montant global de 40 000 millions de FCFA sur 5 ans, dont, avec un coupon annuel au taux de 6,0%. Les offres enregistrées ont porté sur un montant de 45 956,35 millions de FCFA, qui a été retenu à hauteur de 37 326,35 millions de FCFA, soit 81,22%. Les souscriptions locales atteignent 32 170,35 millions de FCFA, le solde étant levé par des banques des autres Etats de l'Union.

Il a été procédé le 17 août 2017 à la deuxième émission de bons obligataires pour un prix unitaire de 10 000 FCFA et un montant global de 30 000 millions de FCFA sur 5 ans, dont, avec un coupon annuel au taux de 6,25%. Les offres enregistrées ont porté sur un montant de 25 887,69 millions de FCFA, qui a été retenu en totalité. Les souscriptions locales atteignent 6 000 millions de FCFA, le solde étant levé par des banques des autres Etats de l'Union. L'opération a pour dates de valeur et d'échéance le 18 août 2017 et le 18 août 2022 respectivement.

Le 22 août 2017, le Trésor a procédé au paiement partiel de 7,5 milliards des obligations émises le 22 août 2014, dont 1,3 milliards aux banques locales.

Il a été procédé le 15 septembre 2017 à la troisième émission de bons obligataires pour un prix unitaire de 10 000 FCFA et un montant global de 30 000 millions de FCFA sur 3 ans, dont, avec un coupon annuel au taux de 6,00%. Les offres enregistrées ont porté sur un montant de 37 978,42 millions de FCFA retenues à hauteur de 33 000 millions. Les prix unitaires pondéré et marginal sont respectivement ressortis à 9 753,8322 FCFA et 9.600 FCFA. Les souscriptions locales atteignent 7 880,11 millions de FCFA, le solde étant levé par des banques des autres Etats de l'Union.

Le 13 octobre 2017, le Trésor a conduit la quatrième émission obligataire au titre de l'année 2017. L'opération a porté sur un montant global de 20.000 millions sur 3 ans au taux annuel de 6,00%. Les offres enregistrées ont porté sur un montant de 15.751,7 millions retenues à hauteur de 10.000 millions. Les souscriptions locales ont cumulé à 1.925,1 millions et les autres banques de l'Union ont souscrit pour 8.075,0 millions.

Le Trésor a procédé au remboursement, le 20 novembre 2017, des coupons relatifs à l'émission obligataire du 22 novembre 2013 pour une valeur de 6.250 millions.

L'encours des obligations du Trésor se situe à 396.986,1 millions au 31 décembre 2017. Les banques locales ont souscrit (y compris pour compte des tiers) à hauteur de 146.827,4 millions.

3.3. Autres investissements

Les autres investissements sont passés d'un solde de -200.600 millions en 2016 à -162.289 millions en 2017, imputable à la baisse des tirages publics, aux remboursements de la dette

privée et aux crédits commerciaux. En effet, les tirages publics ont connu une baisse entre 2016 et 2017, passant de 170.872 millions à 166.907 millions.

IV – Capitaux monétaires

Les flux générés par les opérations courantes et les mouvements de capitaux non monétaires déterminent le solde global de la balance des paiements. Ils retracent de façon agrégée l'incidence des transactions extérieures des secteurs public et privé non bancaires sur les avoirs et engagements extérieurs du secteur monétaire. Ainsi, une variation négative des avoirs extérieurs nets (AEN) du système bancaire correspond à un déficit de la balance des paiements tandis qu'une amélioration des avoirs extérieurs nets traduit un excédent.

4.1. Avoirs et engagements de la Banque Centrale

Les actifs extérieurs nets de la Banque Centrale sont passés de 460.679 millions en 2016 à 353.018 millions en 2017, soit une diminution de 107.661 millions. Le tableau 15 ci-après donne l'évolution des avoirs et engagements officiels depuis 2013.

Tableau 16 : Evolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale
(Montants en millions de FCFA)

	2013	2014	2015	2016	2017	Variation 2017/2016
CRÉANCES SUR LES NON-RÉSIDENTS	563 739	733 757	673 012	740 490	714 237	-26 253
ACTIFS DE RÉSERVE OFFICIELS	67 675	54 755	48 236	46 441	54 586	8 146
Monnaies Etrangères Incluses dans les Réserves Officielles	22 965	2 733	693	1 403	1 237	-167
Position de réserve	4 943	9 553	7 918	23 252	14 870	-8 382
DTS détenus	39 766	42 468	39 625	21 785	38 480	16 695
AUTRES ACTIFS EXTÉRIEURS	496 065	679 002	624 776	694 050	659 651	-34 399
ENGAGEMENTS ENVERS LES NON-RÉSIDENTS	104 960	166 712	189 034	279 811	361 219	81 408
ENGAGEMENTS EXTERIEURS À COURT TERME	36 135	59 673	89 976	96 328	107 905	11 577
Recours aux crédits FMI	36 135	59 673	89 976	96 328	107 905	11 577
AUTRES ENGAGEMENTS EXTÉRIEURS	68 825	107 039	99 058	183 483	253 314	69 831
DÉPÔTS TRANSFÉRABLES NON-RÉSIDENTS	3 053	1 720	1 943	1 741	2 021	280
AUTRES DÉPÔTS NON-RÉSIDENTS	1 618	2 314	2 494	3 586	2 387	-1 199
AUTRES COMPTES À PAYER NON-RÉSIDENTS	18 026	53 740	42 072	125 504	199 882	74 378
dont Allocations des DTS	46 128	49 265	52 548	52 652	49 024	-3 627
ACTIFS EXTÉRIEURS NETS	458 780	567 045	483 978	460 679	353 018	-107 661

Source : BCEAO

L'analyse du tableau 15 ci-dessus révèle que la baisse des avoirs officiels nets en 2017 provient principalement de la diminution des autres actifs extérieurs (-34.399 millions). Quant aux engagements, ils ont été tirés par les autres engagements extérieurs (+68.831 millions).

4.2. Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts

Les actifs extérieurs nets des banques se sont détériorés de 61.428 millions en passant de 111.399 millions en 2016 à 84.135 millions en 2017. Cette situation reflète une hausse des passifs étrangers, plus importante que celle des actifs, comme l'indique le tableau 16 ci-après.

Tableau 17 : Evolution des avoirs et engagements des banques

(Montants en millions de F CFA)

RUBRIQUES	2 013	2 014	2 015	2 016	2 017	Variation 2017/2016
ACTIFS ETRANGERS	251 886	286 913	270 096	242 040	276 204	34 164
MONNAIE NATIONALE	207 477	254 807	247 498	222 589	254 866	32 277
MONNAIE ETRANGERE	44 409	32 106	22 598	19 451	21 338	1 887
PASSIFS ETRANGERS	178 843	147 140	162 053	130 641	192 069	61 428
MONNAIE NATIONALE	156 769	126 280	140 479	107 631	149 659	42 028
MONNAIE ETRANGERE	22 074	20 860	21 574	23 010	42 410	19 400
AVOIRS EXTERIEURS NETS	73 043	139 773	108 043	111 399	84 135	-27 264

Source : BCEAO

(1) Le signe (-) traduit une position extérieure débitrice. Le signe (+) traduit une position extérieure créditrice.

4.3. Avoirs et engagements de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts

L'évolution du secteur monétaire en 2017 s'est traduite par une dégradation de 134.925 millions, imputable à la baisse des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale et des banques. La prise en compte de la contrepartie négative des réévaluations d'engagements officiels du Niger vis-à-vis du FMI conduit à un solde global de la balance des paiements déficitaire de 134.978 millions contre un déficit de 20.243 millions en 2016

Tableau 18 : Evolution des avoirs extérieurs nets (AEN)

(Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2013	2014	2015	2016	2017
Variation des AEN de la BC	-45 786	-108 265	83 067	23 299	107 661
Variation des AEN du sect. Banc.	-69 048	-66 730	31 730	-3 356	27 264
Solde monétaire	-114 834	-182 820	114 797	19 943	134 925
Réévaluation	1 383	1 457	1 469	300	53
Ajustement passage manuel 2001 des statistiques monétaires	14 398	0	16 380	0	0
Solde global de la balance des paiements	99 053	181 363	-132 646	-20 243	-134 978

Source : BCEAO**V – Position extérieure globale**

A la différence de la balance des paiements qui enregistre des flux financiers et non financiers entre les résidents et les non-résidents, la position extérieure globale (PEG) recense l'encours des créances et des dettes financières des résidents vis-à-vis des non-résidents au 31 décembre de chaque année. La PEG représente un état de patrimoine et a pour objectif de retracer, de manière aussi exhaustive que possible, l'ensemble des actifs et des passifs financiers d'un pays (les résidents) vis-à-vis de l'extérieur (les non-résidents). Elle complète les informations fournies par la balance des paiements, en rendant compte des variations de prix et de taux de change qui affectent le patrimoine financier des agents entre le début et la fin de l'année.

5.1 Variation de la position extérieure globale

La position extérieure globale nette (PEGN) du Niger s'est située à -5.070.774 millions à fin 2017 contre un solde de -4.562.370 millions un an plus tôt. Ce résultat traduit une augmentation des engagements plus importante que l'accroissement des avoirs.

Les stocks d'actifs et de passifs financiers de l'économie nigérienne vis-à-vis du reste du monde à fin 2017 sont retracés à l'annexe 1.18.

Tableau 19 : Stocks d'actifs et de passifs financiers entre 2016 et 2017 (Montants en millions)

Poste	2 016	Autres flux	2 017
Stock d'actifs financiers	1 199 144	11 148	1 266 524
Investissements directs	127 540	0	144 431
Investissements de portefeuille	168 203	0	246 993
Dérivés financiers	0	0	0
Autres investissements	162 910	0	160 863
Avoirs de réserves	740 490	11 148	714 237
Stocks de passifs financiers	5 761 514	11 612	6 337 298
Investissements directs	3 038 901	0	3 235 573
Investissements de portefeuille	318 988	0	382 945
Dérivés financiers	0	0	0
Autres investissements	2 403 625	11 612	2 718 781
Position extérieure globale nette (A) - (B)	-4 562 370	-464	-5 070 774

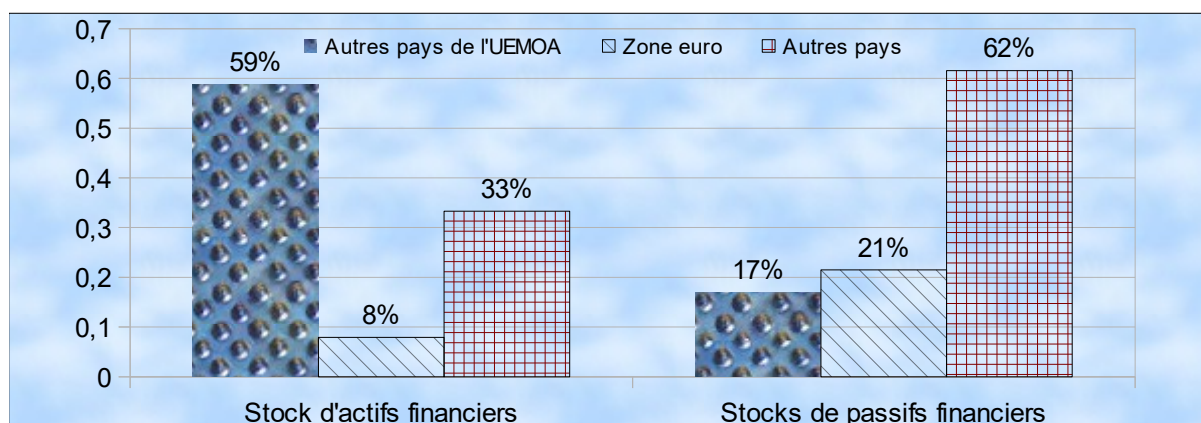
Source : BCEAO

Les avoirs bruts recensés sous forme d'investissements directs, d'investissements de portefeuille, de créances commerciales ou d'avoirs en devises officielles se sont établis à 1.266.524 millions en 2017 contre 1.199.144 millions en 2016. Cette hausse résulte principalement investissements directs (+16.891 millions) et des investissements de portefeuille (+78.790millions). Quant aux engagements bruts, ils ont été évalués à 6.337.298 millions en 2017 contre 5.761.514 en 2016, en progression de 575.785 millions contre un accroissent 540.004 millions en 2016, imputable principalement aux « investissements directs étrangers », et aux « autres investissements ».

5.2 Ventilation géographique et sectorielle de la position extérieure globale

La ventilation géographique des actifs financiers fait ressortir la prédominance des pays de l'UEMOA à hauteur de 59,0% et des autres pays avec 33,0% (voir graphique 13). Les avoirs de réserve, les investissements de portefeuille et les autres investissements représentent respectivement 56,4%, 19,5% et 12,7% des stocks d'actifs. Les engagements financiers sont principalement contractés avec les autres pays (62,0%) et la zone euro (21%). Ils sont essentiellement constitués des investissements directs étrangers, des dépôts, des prêts, des crédits commerciaux et des autres comptes à payer/ à recevoir.

Graphique 13 : Ventilation géographique des stocks d'actifs et de passifs financiers en 2017



Source : BCEAO

CONCLUSION

Le solde global de la balance des paiements du Niger est ressorti déficitaire de 134.978 millions en 2017 contre un déficit de 20.243 millions enregistré en 2016. Cette évolution résulte d'une détérioration du déficit du solde des transactions courantes et de capital, conjuguée à une baisse du solde financier.

Ainsi, il ressort que le déficit structurel de la balance courante s'est dégradé, en passant de 700.258 millions en 2016 à 716.727 millions en 2017. Cette évolution résulte de la balance des biens et services et celle du revenu primaire, atténuée par l'amélioration de la balance du revenu secondaire.

L'excédent structurel du solde du compte de capital s'est situé à 236.953 millions en 2017 contre 229.635 millions en 2016. Ce mouvement haussier est imputable essentiellement aux transferts en capital reçus par les autres secteurs.

Le solde du compte financier, qui retrace les acquisitions nettes d'actifs et les accroissements nets de passifs financiers est passé de -454.476 millions en 2016 à -372.966 millions en 2017, imputable aux investissements de portefeuille et aux autres investissements.

De ce qui précède, le Niger présente ainsi un solde courant structurellement déficitaire, avec des niveaux souvent largement au dessus du seuil de 5%, fixé dans le cadre de la surveillance multilatérale des économies de l'UEMOA. Par ailleurs, le solde global de la balance des paiements ressort négatif depuis trois ans.

Pour inverser cette tendance, il s'avère nécessaire d'accélérer la mise en œuvre des programmes de développement économique et des politiques sectorielles, singulièrement l'Initiative-3N, de lever les contraintes qui pèsent sur l'exécution des grands projets d'investissements privés et publics.

Par ailleurs, les recommandations, ci-après, sont formulées :

- **la poursuite de la mise en œuvre des politiques visant le renforcement** et la diversification de l'offre locale de produits alimentaires (**riz, lait,...**), des biens manufacturés et ceux **destinés à l'exportation** ;
- **Poursuivre les mesures visant le rapatriement intégral** des ventes à l'étranger ;
- **la poursuite des réformes** visant l'amélioration de l'environnement des affaires, notamment en créant les conditions pour une mise en œuvre satisfaisante des nouveaux projets portés par les investisseurs privés nationaux et étrangers ;
- **la mise en place de politiques visant à promouvoir les industries culturelles et touristiques** ;
- **la mise en place de politiques visant l'accroissement de l'offre locale des services de transport, d'ingénierie, de santé, d'éducation et des bâtiments et**

travaux publics, en vue de réduire la demande extérieure nette des services qui constitue l'une des principales sources du déficit courant du pays ;

- **la poursuite et le renforcement de la mise en œuvre des mesures visant une meilleure maîtrise des dépenses publiques et une amélioration des recettes**, pour atténuer le déficit public et réduire le recours à l'endettement extérieur ;
- **la poursuite et l'intensification du recours aux Partenariats Public-Privé (PPP) dans les secteurs porteurs de croissance**, en privilégiant les montages non générateurs d'endettement extérieur ;
- **la poursuite des mesures visant la facilitation du financement des PME/PMI** ;
- **le renforcement de la collaboration entre les acteurs en charge des statistiques du compte extérieur**, afin d'améliorer la qualité des statistiques produites au niveau national.

ANNEXES

Pages

ANNEXE SOMMAIRE

Annexe 1.1 : Balance des paiements en termes de transactions (Présentation résumée)	39
Annexe 1.2 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique BCEAO)	40
Annexe 1.3 : Evolution récente de la balance des paiements en termes de transactions	41
Annexe 1.4 : Compte de transactions courantes	42
Annexe 1.5 : Compte de biens et services	43
Annexe 1.6 : Compte de biens	44
Annexe 1.7 : Evolution des exportations de biens	44
Annexe 1.8 : Exportations par principaux produits	45
Annexe 1.9 : Ventilation géographique des exportations de marchandises	45
Annexe 1.10 : Evolution des importations de biens	46
Annexe 1.11 : Importations par principaux produits	46
Annexe 1.12 : Ventilation géographique des importations de marchandises	47
Annexe 1.13 : Evolution de la balance des services	48
Annexe 1.14 : Evolution du compte de revenu primaire	48
Annexe 1.15 : Evolution du compte de revenu secondaire	48
Annexe 1.16 : Evolution du compte de capital	49
Annexe 1.17 : Evolution du compte financier	49
Annexe 1.18 : Variation de la position extérieure globale nette	50
Annexe 1.19 : Ventilation sectorielle de la position extérieure globale (fin de période)	51
Annexe 1.20 : Orientation géographique de la position extérieure globale (fin de période)	52
Annexe 1.21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2017 (Optique FMI)	53
Annexe 2 1 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires en 2017 à partir des statistiques officielles	61
Annexe 2 2 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires non contrôlés en 2017	61
Annexe 2 3 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2017	62
Annexe 2 4 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2016	61
Annexe 2 5 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2017	61
Annexe 2 6 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2016	61
Annexe 2 7 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2017	62
Annexe 2 8 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2016	62

ANNEXE :

Annexe 1.1 : Balance des paiements en termes de transactions (Présentation résumée)

(En millions de FCFA)

	Poste	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	1 207 731	1 947 702	-739 971
1.A	Biens et services	831 810	1 705 827	-874 017
1.A.a	Biens	701 843	1 136 009	-434 166
1.A.a.1	Marchandises générales	675 679	1 136 009	-460 330
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	103 456	0	103 456
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	33	0	33
1.A.a.3	Or non monétaire	26 131	0	26 131
1.A.b	Services	129 967	569 819	-439 852
1.A.b.3	Transport	9 418	324 033	-314 615
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	1 608	295 634	-294 026
1.A.b.4	Voyage	48 094	46 430	1 664
1.A.b.0	Autres services	72 455	199 356	-126 900
1.B	Revenu primaire	67 576	173 034	-105 457
1.B.1	Revenus des salariés	46 315	35 536	10 779
1.B.2	Revenus des investissements	21 261	129 871	-108 609
1.B.3	Autres revenus primaires	0	7 627	-7 627
1.C	Revenu secondaire	308 345	68 841	239 504
1.C.1	Administrations publiques	134 125	2 048	132 077
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires</i>	117 900	0	117 900
1.C.2	Autres secteurs	174 220	66 794	107 427
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	107 003	63 030	43 972
2	Compte de capital	239 976	3 023	236 953
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	5617,8	2 746	2 872
2.2	Transfert en capital	234 358	277	234 081
2.2.1	Administrations publiques	200 973	0	200 973
	<i>Remises de dettes</i>	0	0	0
2.2.2	Autres secteurs	33 385	277	33 108
3	Compte financier	56 232	564 176	-507 944
3.1	Investissements directs	16 891	196 675	-179 784
3.2	Investissements de portefeuille	26 076	57 068	-30 992
3.3	Dérivés financiers	0	0	0
3.4	Autres investissements	16 503	178 692	-162 189
3.5	Avoirs de réserves	-3 237	131 741	-134 978
6	Erreurs et omissions nettes	-1 391 475	-1 386 550	-4 925

Annexe 1.2 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique BCEAO)

(En millions de FCFA)

	Poste	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	1 207 731	1 947 702	-739 971
1.A	Biens et services	831 810	1 705 827	-874 017
1.A.a	Biens	701 843	1 136 009	-434 166
1.A.a.1	Marchandises générales	675 679	1 136 009	-460 330
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	103 456	0	103 456
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	33	0	33
1.A.a.3	Or non monétaire	26 131	0	26 131
1.A.b	Services	129 967	569 819	-439 852
1.A.b.3	Transport	9 418	324 033	-314 615
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	1 608	295 634	-294 026
1.A.b.4	Voyage	48 094	46 430	1 664
1.A.b.0	Autres services	72 455	199 356	-126 900
1.B	Revenu primaire	67 576	173 034	-105 457
1.B.1	Revenus des salariés	46 315	35 536	10 779
1.B.2	Revenus des investissements	21 261	129 871	-108 609
1.B.3	Autres revenus primaires	0	7 627	-7 627
1.C	Revenu secondaire	308 345	68 841	239 504
1.C.1	Administrations publiques	134 125	2 048	132 077
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires</i>	117 900	0	117 900
1.C.2	Autres secteurs	174 220	66 794	107 427
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	107 003	63 030	43 972
2	Compte de capital	239 976	3 023	236 953
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	5 618	2 746	2 872
2.2	Transfert en capital	234 358	277	234 081
2.2.1	Administrations publiques	200 973	0	200 973
	<i>Remises de dettes</i>	0	0	0
2.2.2	Autres secteurs	33 385	277	33 108
3	Compte financier	59 469	432 435	-372 966
3.1	Investissements directs	16 891	196 675	-179 784
3.2	Investissements de portefeuille	26 076	57 068	-30 992
3.3	Dérivés financiers	0	0	0
3.4	Autres investissements	16 503	178 692	-162 189
	Administration publique	5 533	166 907	-161 374
3.5	Autres secteurs	10 970	11 785	-816
6	Erreurs et omissions nettes	-1 391 475	-1 386 550	-4 925
7	Solde global	-3 237	131 741	-134 978
8	Avoirs et engagements extérieurs	3 237	-131 741	134 978
8.1	Banque centrale	37 401	-70 313	107 714
8.2	Autres institutions de dépôts	-34 164	-61 428	27 264

Annexe 1.3 : Evolution récente de la balance des paiements en termes de transactions

(En millions de FCFA)

	Poste	2013	2014	2015	2016	2017
1	Compte des transactions courantes	-568 192	-645 307	-878 669	-700 258	-739 971
1.A	Biens et services	-622 895	-742 833	-963 765	-768 467	-874 017
1.A.a	Biens	-212 266	-367 896	-525 406	-405 479	-434 166
1.A.a.1	Marchandises générales	-241 970	-389 575	-550 172	-429 982	-460 330
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	76 384	105 275	97 954	96 386	103 456
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce			-70	0	33
1.A.a.3	Or non monétaire	29 704	21 729	24 836	24 503	26 131
1.A.b	Services	-410 725	-374 937	-438 359	-362 989	-439 852
1.A.b.3	Transport	-271 898	-296 541	-338 754	-283 514	-314 615
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	-256 060	-278 987	-302 521	-263 313	-294 026
1.A.b.4	Voyage	5 447	2 430	2 143	1 516	1 664
1.A.b.0	Autres services	-144 284	-80 826	-101 748	-80 991	-126 900
1.B	Revenu primaire	-91 267	-75 011	-90 479	-96 694	-105 457
1.B.1	Revenus des salariés	10 316	8 890	9 592	7 473	10 779
1.B.2	Revenus des investissements	-101 583	-84 443	-89 739	-97 093	-108 609
1.B.3	Autres revenus primaires		542	-10 332	-7 073	-7 627
1.C	Revenu secondaire	145 970	172 537	175 575	164 903	239 504
1.C.1	Administrations publiques	78 724	91 768	94 525	82 828	132 077
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires</i>	53 900	67 900	76 600	66 200	117 900
1.C.2	Autres secteurs	67 246	80 769	81 050	82 075	107 427
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	16 544	26 566	31 980	32 367	43 972
2	Compte de capital	282 070	184 072	173 913	229 635	236 953
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs	15 581	15 992	-1 134	-316	2 872
2.2	Transfert en capital	266 489	168 080	175 048	229 951	234 081
2.2.1	Administrations publiques	251 664	154 300	156 000	204 025	200 973
	<i>Remises de dettes</i>	664	0	0	0	0
2.2.2	Autres secteurs	14 825	13 780	19 047	25 926	33 108
3	Compte financier	-392 692	-648 276	-577 289	-454 476	-372 966
3.1	Investissements directs	-305 516	-362 569	-292 850	-154 741	-179 784
3.2	Investissements de portefeuille	9 417	-61 779	-83 962	-99 135	-30 992
3.3	Dérivés financiers	0	0	0	0	0
3.4	Autres investissements	-96 593	-223 928	-200 477	-200 600	-162 189
3.4.0.3	Administration publique	-107 681	-140 357	-211 500	-170 872	-161 374
3.4.0.4	Autres secteurs	11 088	-83 571	11 023	-29 728	-816
6	Erreurs et omissions nettes	-7 517	-5 678	-5 180	-4 097	-4 925
7	Solde global	99 053	181 363	-132 646	-20 243	-134 978
8	Avoirs et engagements extérieurs	-99 053	-181 363	132 646	20 243	134 978
8.1	Banque centrale	-44 655	-116 244	92 888	23 600	107 714
8.2	Autres institutions de dépôts	-54 398	-65 119	39 758	-3 356	27 264

Annexe 1.4 : Compte de transactions courantes*(En millions de FCFA)*

Poste	2013	2014	2015	2016	2017
Biens et services	-622 895	-742 833	-963 765	-768 467	-874 017
Biens	-212 266	-367 896	-525 406	-405 479	-434 166
Services	-410 629	-374 937	-438 359	-362 989	-439 852
Revenu primaire	-91 267	-75 011	-90 479	-96 694	-105 457
Revenu secondaire	145 970	172 537	175 575	164 903	239 504
Solde du compte courant	-568 192	-645 307	-878 669	-700 258	-739 971
Solde du compte courant (hors dons)	-622 092	-713 207	-955 269	-766 458	-857 871
PIB Nominal	3 788 275	4 068 903	4 288 793	4 510 864	4 726 440
Solde courant (en pourcentage du PIB)	-15,0%	-15,9%	-20,5%	-15,5%	-15,7%
Solde du compte courant (hors dons)	-16,4%	-17,5%	-22,3%	-17,0%	-18,2%
Dons (aides budgétaires)	53 900	67 900	76 600	66 200	117 900

Annexe 1.5 : Compte de biens et services*(En millions de FCFA)*

Poste	2013	2014	2015	2016	2017
Exportations de biens et services	856 490	855 274	780 082	729 296	831 810
Importations de biens et services	1 479 385	1 598 107	1 743 847	1 497 763	1 705 827
Balance commerciale de biens et services	-622 895	-742 833	-963 765	-768 467	-874 017
Taux de couverture des importations par les exportations (en %)	57,9%	53,5%	44,7%	48,7%	48,8%
Degré d'ouverture commerciale (en pourcentage)	61,7%	60,3%	58,8%	49,4%	53,7%

Annexe 1.6 : Compte de biens*(En millions de FCFA)*

Poste	2013	2014	2015	2016	2017
Exportations de biens	784 609	715 147	643 158	611 743	701 843
Importations de biens	996 875	1 083 043	1 168 564	1 017 221	1 136 009
Balance commerciale de biens	-212 266	-367 896	-525 406	-405 479	-434 166
Taux de couverture des importations par les exportations (en %)	78,7%	66,0%	55,0%	60,1%	61,8%
Degré d'ouverture commerciale (en pourcentage)	47,0%	44,2%	42,2%	36,1%	38,9%

Annexe 1.7 : Evolution des exportations de biens*(En millions de FCFA)*

Poste	2013	2014	2015	2016	2017
Marchandises générales	754 905	675 679	618 322	587 240	675 679
<i>Dont réexportations</i>	76 384	103 456	97 954	96 386	103 456
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce	55	0	0	0	33,06
Or non monétaire	29 704	26 131	24 836	24 503	26 131
Total exportations de biens	784 609	715 147	643 158	611 743	701 843

Annexe 1.8 : Exportations par principaux produits*(En millions de FCFA)*

Poste	2013	2014	2015	2016	2017
Uranium	302 788	240 529	240 762	177 680	169 556
Bétail	67 200	75 604	67 764	59 217	65 446
Oignons	55 680	65 226	60 758	72 594	78 090
Pétrole raffiné	198 900	143 198	88 730	91 343	151 396
Niébé	35 300	33 295	37 630	54 669	64 950
Or non monétaire	29 704	21 730	24 836	24 503	26 131
Autres march. Génér.	95 037	135 565	122 678	131 736	146 274
dont réexportation	71 931	105 275	97 954	96 386	104 387
Total exportations de biens	784 609	715 147	643 158	611 743	701 843

Annexe 1.9 : Ventilation géographique des exportations de marchandises*(Valeur en millions FCFA)*

ZONES GEOGRAPHIQUES	2013	2014	2015	2016	2017
EUROPE	266 264	209 952	185 524	195 139	188 113
ZONE EURO	239 366	195 781	162 204	170 576	158 290
France	237 110	193 673	153 483	169 958	157 439
Espagne	290	236	8 076	210	15
Allemagne	60	749	22	8	170
AUTRE EUROPE	26 898	14 171	23 320	24 563	29 823
Suisse	26 874	14 162	19 422	24 525	29 643
AFRIQUE	321 634	288 138	235 311	289 062	384 707
UEMOA	124 349	144 658	75 194	91 522	147 642
Bénin	14 740	9 189	17 203	11 173	39 057
Burkina	55 695	99 048	18 545	19 277	28 220
Côte d'Ivoire	4 610	4 440	7 678	4 495	3 485
Guinée-Bissau	0	0	0	2	70
Mali	40 388	28 451	27 555	45 319	69 243
Sénégal	801	132	788	738	3 620
Togo	8 115	3 398	3 425	10 519	3 947
CEDEAO (hors UEMOA)	187 423	173 627	162 397	168 663	204 222
Nigeria	155 027	146 261	137 156	158 709	199 213
Ghana	32 363	27 286	24 872	9 187	4 729
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	3 261	3 107	6 718	28 877	32 843
AMERIQUE	57 625	36 575	53 394	18 815	22 266
USA	57 578	36 472	52 971	18 453	21 969
Canada	22	7	419	78	4
Autres	25	97	3	285	293
ASIE	24 962	55 787	42 370	724	5 497
Chine	13 317	55 336	62	142	2 097
Dubai	11 529	131	5 429	250	2 458
Corée du Sud	0	0	21 218	0	13
Japon	1	122	15 385	12	15
Autres pays	127	65	99	91	363
TOTAL	670 612	590 516	516 697	503 832	600 947

Source : Institut National de la Statistique (INS) et BCEAO avec prise en compte des résultats de la dixième réunion de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA.

Annexe 1.10 : Evolution des importations de biens
(En millions de FCFA)

Poste	2013	2014	2015	2016	2017
Marchandises générales	996 875	1 083 043	1 168 564	1 017 221	1 136 009
Or non monétaire	0	0	0	0	0
Total importations de biens	996 875	1 083 043	1 168 564	1 017 221	1 136 009
Importations de biens / PIB	26,3%	26,6%	27,2%	22,6%	24,0%

Annexe 1.11 : Importations par principaux produits
(En millions de FCFA)

Poste	2013	2014	2015	2016	2017
Produits alimentaires	234 337	239 198	279 383	261 619	331 330
Autres biens de consommation courante	257 300	220 737	232 215	211 941	225 166
Produits pétroliers et énergétiques	45 281	52 845	76 506	72 857	93 290
Matières premières et biens intermédiaires	325 581	338 896	355 841	291 989	305 560
Biens d'équipement	318 447	413 990	424 754	352 884	370 368
Produits divers	72 985	99 227	103 971	90 653	105 929
Total importations de biens CAF	1 253 931	1 364 894	1 472 670	1 281 942	1 431 643
Total importations de biens FOB	996 875	1 083 043	1 168 564	1 017 221	1 136 009

Annexe 1.12 : Ventilation géographique des importations de marchandises

(Valeur en millions FCFA)

ZONES GEOGRAPHIQUES (**)	2013	2014	2015	2016	2017
EUROPE	181 384	286 987	224 340	209 438	250 487
UNION EUROPEENNE	167 280	231 109	208 660	199 612	231 893
France	86 281	159 429	110 154	103 097	120 252
Royaume-Uni	5 441	2 275	6 519	2 839	1 492
Allemagne	15 446	37 771	24 782	28 849	22 877
Pays-Bas	13 492	15 872	18 668	9 894	19 287
Espagne	6 709	4 847	6 438	7 095	7 498
Italie	11 479	10 915	11 932	10 192	11 580
AUTRES PAYS DE L'UE	28 433	39 940	30 166	37 646	48 907
AUTRES PAYS D'EUROPE	14 104	15 938	15 680	9 826	18 594
AFRIQUE	269 569	281 939	328 545	291 029	310 007
UEMOA	177 524	181 058	209 610	164 704	176 247
Bénin	45 304	59 237	63 780	46 307	31 904
Burkina	13 605	17 326	20 380	10 299	12 936
Côte d'Ivoire	34 745	36 584	54 835	26 208	44 930
Guinée-Bissau	0	0	0	20	0
Mali	9 668	2 109	10 905	14 952	19 482
Sénégal	8 308	6 479	15 270	17 430	10 977
Togo	65 894	59 323	44 440	49 489	56 019
CEDEAO (hors UEMOA)	64 665	76 368	91 444	100 158	96 538
Nigeria	43 300	45 429	54 171	68 753	66 378
Ghana	21 365	30 826	37 236	31 374	30 026
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	27 380	24 513	27 491	26 166	37 222
AMERIQUE	77 869	94 435	97 706	88 545	162 396
USA	51 637	57 258	67 730	72 468	141 560
Brésil	17 262	12 298	19 351	9 925	15 017
Argentine	5 005	9 281	6 054	2 613	1 254
ASIE	394 483	481 747	530 711	397 460	376 151
Japon	38 562	47 695	39 047	39 585	38 172
Pakistan	29 904	15 346	12 042	6 681	7 823
Rep,Pop,Chine	205 916	243 550	335 215	182 952	132 647
Inde	51 171	39 620	55 430	39 435	27 704
Arabie Saoudite	1 553	917	899	997	618
Thaïlande	29 930	50 748	46 964	66 217	106 123
Autres	37 448	83 871	41 114	61 593	63 064
Autres pays	6 454	6 203	11 750	5 144	7 437
TOTAL	929 759	1 151 311	1 193 052	991 616	1 106 478

Source : Institut National de la Statistique (INS) et BCEAO avec prise en compte des résultats de la dixième réunion de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA.

Annexe 1.13 : Evolution de la balance des services*(En millions de FCFA)*

Poste	2 013	2 014	2 015	2 016	2 017
Transport	-272 893	-296 541	-338 754	-283 514	-314 615
<i>Dont fret</i>	-257 055	-278 987	-302 521	-263 313	-294 026
Voyage	5 447	2 430	2 143	1 516	1 664
Autres services	-143 183	-80 826	-101 748	-80 991	-126 900
Total services nets	-410 629	-374 937	-438 359	-362 989	-439 852

Annexe 1.14 : Evolution du compte «revenu primaire»*(En millions de FCFA)*

Poste	2 013	2 014	2 015	2 016	2 017
Rémunérations des salariés	10 316	8 890	9 592	7 473	10 779
Revenus des investissements	-101 583	-84 443	-89 739	-97 093	-108 609
<i>Dont intérêts sur la dette publique hors titres</i>	-8 400	-9 955	-13 300	-18 400	-16 400
Autres revenus primaires		542	-10 332	-7 073	-7 627
Revenu primaire net	-91 267	-75 011	-90 479	-96 694	-105 457

Annexe 1.15 : Evolution du compte «revenu secondaire»*(En millions de FCFA)*

Poste	2 013	2 014	2 015	2 016	2 017
Administration publique	78 724	91 768	94 525	82 828	132 077
<i>Dont aide budgétaire</i>	53 900	67 900	76 600	66 200	117 900
Autres secteurs	67 246	80 769	81 050	82 075	107 427
<i>Dont envois de fonds des travailleurs</i>	16 544	26 566	31 980	32 367	43 972
Revenu secondaire net	145 970	172 537	175 575	164 903	239 504

Annexe 1.16 : Evolution du compte de capital*(En millions de FCFA)*

Poste	2013	2014	2015	2016	2017
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	15 581	15 992	-1 134	-316	2 872
Transferts de capital	266 489	168 080	175 048	229 951	234 081
Administration publique	251 664	154 300	156 000	204 025	200 973
<i>Dont remises de dettes</i>	664	0	0	0	0
Autres secteurs	14 825	13 780	19 047	25 926	33 108
Solde du compte de capital	282 070	184 072	173 913	229 635	236 953

Annexe 1.17 : Evolution du compte des opérations financières (Optique BCEAO)*(En millions de FCFA)*

Poste	2 013	2 014	2 015	2 016	2 017
Investissements directs	-305 516	-362 569	-292 850	-154 741	-179 784
Investissements de portefeuille	9 417	-61 779	-83 962	-99 135	-30 992
Dérivés financiers	0	0	0	0	0
Autres investissements	-96 593	-223 928	-200 477	-200 600	-162 189
Solde du compte financier	-392 692	-648 276	-577 289	-454 476	-372 966

Annexe 1.18 : Variation de la position extérieure globale nette
(En millions de FCFA)

	Poste	2 016	Autres flux	2 017
A	Stock d'actifs financiers	1 199 144	11 148	1 266 524
1	Investissements directs	127 540	0	144 431
2	Investissements de portefeuille	168 203	0	246 993
3	Dérivés financiers	0	0	0
4	Autres investissements	162 910	0	160 863
4.1	Autres titres de participation	0	0	0
4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	68 335	0	65 499
4.3	Prêts	42 436	0	37 021
4.4	Régime d'assurance, de pens. et de garant.	2 073	0	2 624
4.5	Crédits commerciaux et avances	48 432	0	54 463
4.6	Autres comptes à payer/à recevoir	1 635	0	1 257
5	Avoirs de réserves	740 490	11 148	714 237
5.1	Or monétaire	0	0	0
5.2	Droits de tirage spéciaux	21 785	6 847	38 480
5.3	Position de réserve au FMI	23 253	4 300	14 870
5.4	Autres avoirs de réserve	695 453	0	660 887
B	Stocks de passifs financiers	5 761 514	11 612	6 337 298
1	Investissements directs	3 038 901	0	3 235 573
2	Investissements de portefeuille	318 988	0	382 945
3	Dérivés financiers	0	0	0
4	Autres investissements	2 403 625	11 612	2 718 781
4.2	Autres titres de participation	0	0	0
4.3	Monnaie fiduciaire et dépôts	48 135	0	67 361
4.4	Prêts	2 056 496	7 984	2 265 775
4.5	Régime d'assurance, de pens. et de garant.	81	0	50
4.6	Crédits commerciaux et avances	89 633	0	105 469
4.7	Autres comptes à payer/à recevoir	156 628	0	231 101
4.8	Droits de tirage spéciaux	52 652	3 628	49 024
C	Position extérieure globale nette (A) - (B)	-4 562 370	-464	-5 070 774

Annexe 1.19 : Ventilation sectorielle de la position extérieure globale à fin 2017

(En millions de FCFA)

	Poste	Banque centrale	Autres institutions de dépôts	Administration publique	Autres secteurs			TOTAL
					Sous total	Autres Sté. Financières	Sté. Non Financières	
	Stock d'actifs financiers	714 237	224 954	7 460	319 873	19 833	300 040	1 266 524
1	Investissements directs	0	0	0	144 431		144 431	144 431
2	Investissements de portefeuille	0	142 746	0	104 247	11 299	92 948	246 993
3	Dérivés financiers	0	0	0	0	0	0	0
4	Autres investissements	0	82 208	7 460	71 195	8 534	62 661	160 863
5	Avoirs de réserves	714 237	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	714 237
5.1	Or monétaire	0	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	0
5.2	Droits de tirage spéciaux	38 480	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	38 480
5.3	Position de réserve au FMI	14 870	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	14 870
5.4	Autres avoirs de réserve	660 887	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	660 887
								0
	Stocks de passifs financiers	361 838	204 954	1 720 813	4 049 692	50	4 049 642	6 337 298
1	Investissements directs	0	0	0	3 235 573		3 235 573	3 235 573
2	Investissements de portefeuille	0	15 581	352 103	15 261	0	15 261	382 945
3	Dérivés financiers	0	0	0	0	0	0	0
4	Autres investissements	361 838	189 373	1 368 711	798 858	50	798 808	2 718 781
	Avoirs de réserves		n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	0
	Or monétaire		n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	
	Droits de tirage spéciaux		n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	0
	Position de réserve au FMI		n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	0
	Autres avoirs de réserve		n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	0
	Position extérieure globale nette	352 399	20 000	-1 713 353	-3 729 819	19 783	-3 749 603	-5 070 774

Annexe 1.20 : Orientation géographique de la position extérieure globale à fin 2017

(En millions de FCFA)

	Poste	Autres pays de l'UEMOA	Zone euro	Autres pays	Total
	Stock d'actifs financiers	745 038	99 991	421 495	1 266 524
1	Investissements directs	60 085	62 166	22 180	144 431
2	Investissements de portefeuille	245 904	0	1 089	246 993
3	Dérivés financiers	0	0	0	0
4	Autres investissements	85 421	37 825	37 617	160 863
5	Avoirs de réserves	353 629	0	360 609	714 237
5.1	Or monétaire	0	0	0	0
5.2	Droits de tirage spéciaux	0	0	38 480	38 480
5.3	Position de réserve au FMI	0	0	14 870	14 870
5.4	Autres avoirs de réserve	353 629	0	307 259	660 887
	Stocks de passifs financiers	1 074 534	1 360 930	3 901 835	6 337 298
1	Investissements directs	74 513	1 137 574	2 023 486	3 235 573
2	Investissements de portefeuille	377 739	106	5 100	382 945
3	Dérivés financiers	0	0	0	0
4	Autres investissements	622 283	223 249	1 873 249	2 718 781
	Position extérieure globale nette	-329 496	-1 260 939	-3 480 340	-5 070 774

Annexe 1. 21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2017 (Optique FMI)

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
	. Compte des transactions courantes	1 207 731	1 947 702	-739 971
1.A	. - - Biens et services	831 810	1 705 827	-874 017
1.A.a	. - - - Biens	701 843	1 136 009	-434 166
1.A.a.1	. - - - - Marchandises générales, base balance des paiements	675 679	1 136 009	-460 330
1.A.a.1.1	. - - - - - Dont : Réexportations	103 456	0	103 456
1.A.a.2	. - - - - - Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	33	0	33
1.A.a.2.1	. - - - - - - Biens achetés dans le cadre du négoce international (crédits négatifs)	0	0	0
1.A.a.2.2	. - - - - - - Biens vendus dans le cadre du négoce international	33	0	33
1.A.a.3	. - - - - - Or non monétaire	26 131	0	26 131
1.A.b	. - - - Services	129 967	569 819	-439 852
1.A.b.1	. - - - - Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	0	2 225	-2 225
1.A.b.1.1	. - - - - - Biens destinés à transformation dans l'économie déclarante Biens expédiés après transformation (CR.), Biens reçus pour transformation (DR.)	0	0	0
1.A.b.1.2	. - - - - - Biens destinés à transformation à l'étranger Biens expédiés pour transformation (CR.), Biens reçus après transformation (DR.)	0	2 225	-2 225
1.A.b.2	. - - - - Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	294	26 128	-25 833
1.A.b.3	. - - - - Transport	9 418	324 033	-314 615
1.A.b.3.0	. - - - - - Pour tous les modes de transports	9 418	323 996	-314 578
1.A.b.3.0.1	. - - - - - - Voyageurs	4 762	23 383	-18 620
1.A.3.0.1.1	. - - - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	1 372	0	1 372
1.A.b.3.0.2	. - - - - - - Fret	1 608	295 634	-294 026
1.A.b.3.0.3	. - - - - - - Autres	3 047	4 979	-1 932
1.A.b.3.1	. - - - - - Transports maritimes	0	295 236	-295 236
1.A.b.3.1.1	. - - - - - - Voyageurs	0	0	0
1.A.b.3.1.1.1	. - - - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.3.1.2	. - - - - - - Fret	0	295 236	-295 236
1.A.b.3.1.3	. - - - - - - Autres	0	0	0
1.A.b.3.2	. - - - - - Transports aériens	3 799	23 172	-19 373
1.A.b.3.2.1	. - - - - - - Voyageurs	752	22 666	-21 914
1.A.b.3.2.1.1	. - - - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.3.2.2	. - - - - - - Fret	0	398	-398
1.A.b.3.2.3	. - - - - - - Autres	3 047	109	2 938
1.A.b.3.3	. - - - - - Autres modes de transport	5 619	5 587	31
1.A.b.3.3.1	. - - - - - - Voyageurs	4 010	717	3 293
1.A.b.3.3.1.1	. - - - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	1 372	0	1 372
1.A.b.3.3.2	. - - - - - - Fret	1 608	0	1 608
1.A.b.3.3.3	. - - - - - - Autres	0	4 870	-4 870
1.A.b.3.4	. - - - - - Services postaux et services de messagerie	0	37	-37
1.A.b.4	. - - - - Voyages	48 094	46 430	1 664
1.A.b.4.1	. - - - - - À titre professionnel	29 356	17 319	12 037
1.A.b.4.1.1	. - - - - - - Acquisition de biens et services par les travailleurs frontaliers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.4.1.2	. - - - - - - Autres	29 356	17 319	12 037
1.A.b.4.2	. - - - - - À titre personnel	18 739	29 111	-10 373
1.A.b.4.2.1	. - - - - - - Santé	28	5 897	-5 869
1.A.b.4.2.2	. - - - - - - Éducation	291	5 964	-5 673
1.A.b.4.2.3	. - - - - - - Autres	18 420	17 251	1 169

Annexe 1. 21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2017 (Optique FMI)

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
1.A.b.4.0	----- Pour les voyages à titre professionnel et les voyages à titre personnel	3 787	0	3 787
1.A.b.4.0.1	----- Biens	0	0	0
1.A.b.4.0.2	----- Services de transports locaux	0	0	0
1.A.b.4.0.3	----- Services d'hébergement	3 787	0	3 787
1.A.b.4.0.4	----- Services de restauration	0	0	0
1.A.b.4.0.5	----- Autres services	0	0	0
1.A.b.4.0.5.1	----- Services de santé	0	0	0
1.A.b.4.0.5.2	----- Services d'éducation	0	0	0
1.A.b.5	----- Travaux de construction	768	70 075	-69 306
1.A.b.5.1	----- Travaux de construction réalisés à l'étranger	768	0	768
1.A.b.5.2	----- Travaux de construction réalisés dans l'économie déclarante	0	70 075	-70 075
1.A.b.6	----- Services d'assurance et de retraite	353	6 818	-6 466
1.A.b.6.1	----- Assurance directe	137	5 020	-4 883
1.A.b.6.2	----- Réassurance	216	1 229	-1 013
1.A.b.6.3	----- Services auxiliaires d'assurance	0	467	-467
1.A.b.6.4	----- Services de retraite et de garantie standardisée	0	102	-102
1.A.b.7	----- Services financiers	1 003	97	907
1.A.b.7.1	----- Services financiers explicitement facturés et autres	1 003	97	907
1.A.b.7.2	----- Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	0	0	0
1.A.b.8	----- Commission pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	0	0	0
1.A.b.9	----- Services de télécommunications, d'informatique et d'information*1	53 762	44 706	9 056
1.A.b.9.1	----- Services de télécommunications	53 729	30 511	23 218
1.A.b.9.2	----- Services d'informatique	15	8 669	-8 654
1.A.b.9.3	----- Services d'information	19	5 526	-5 507
1.A.b.10	----- Autres services aux entreprises	5 056	43 595	-38 538
1.A.b.10.1	----- Services de recherche-développement	0	8 173	-8 173
1.A.b.10.2	----- Services spécialisés et services de conseil en gestion	3 487	21 563	-18 076
1.A.b.10.3	----- Services techniques, services liés au commerce international et autres services aux entreprises	1 569	13 859	-12 290
1.A.b.11	----- Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	138	1 136	-998
1.A.b.11.1	----- Services audio-visuels et connexes	138	1 136	-998
1.A.b.11.2	----- Autres services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0	0	0
1.A.b.12	----- Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs	11 080	4 576	6 504
1.A.b.0.1	----- Services liés au tourisme compris dans les voyages et les transports de voyageurs	0	0	0
1.B	--- Revenu primaire	67 576	173 034	-105 457
1.B.1	---- Rémunération des salariés	46 315	35 536	10 779
1.B.2	---- Revenus des investissements	21 261	129 871	-108 609
1.B.2.1	----- Investissements directs	1 396	80 877	-79 481
1.B.2.1.1	----- Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	879	55 611	-54 732
1.B.2.1.1.1	----- Dividendes et prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés	879	38 937	-38 058
1.B.2.1.1.1.1	----- Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	497	36 575	-36 078
1.B.2.1.1.1.2	----- Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	381	1 992	-1 611
1.B.2.1.1.1.3	----- Entre entreprises soeurs	1	371	-370
1.B.2.1.1.1.3.1	----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
1.B.2.1.1.1.3.2	----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0

Annexe 1. 21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2017 (Optique FMI)

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
1.B.2.1.1.1.3.3	.----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
1.B.2.1.1.2	.----- Bénéfices réinvestis	0	16 674	-16 674
1.B.2.1.1.2.1	.----- Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de pension et de garantie standardisée, et aux propriétés de parts de fonds de placement	0	0	0
1.B.2.1.1.2.1.1	.----- Dont - Revenu des investissements attribuable aux propriétés de parts de fonds de placement	0	0	0
1.B.2.1.2	.----- Intérêts	517	25 265	-24 748
1.B.2.1.2.1	.----- Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	188	24 130	-23 943
1.B.2.1.2.2	.----- Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	1	537	-536
1.B.2.1.2.3	.----- Entre entreprises soeurs	328	598	-270
1.B.2.1.2.3.1	.----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
1.B.2.1.2.3.2	.----- si la société mère ayant le contrôle ultime est détenue par un non- résident	0	0	0
1.B.2.1.2.3.3	.----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
1.B.2.1.2M	.----- Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0	0	0
1.B.2.2	.----- Investissements de portefeuille	9 878	25 403	-15 525
1.B.2.2.1	.----- Revenu des investissements sur titres de participation et parts de fonds de placement	110	1 803	-1 693
1.B.2.2.1.1	.----- Dividendes sur titres de participation hors parts de fonds de placement	23	1 803	-1 780
1.B.2.2.1.2	.----- Revenus des investissements attribuables aux propriétaires de parts de fonds de placement	87	0	87
1.B.2.2.1.2.1	.----- Dividendes	87	0	87
1.B.2.2.1.2.2	.----- Bénéfices réinvestis	0	0	0
1.B.2.2.2	.----- Intérêts	9 768	23 600	-13 832
1.B.2.2.2.1	.----- À court terme	6 285	3 000	3 285
1.B.2.2.2.2	.----- À long terme	3 483	20 600	-17 117
1.B.2.3	.----- Autres investissements	9 988	23 591	-13 603
1.B.2.3.1	.----- Prélèvement sur les revenus des quasi-sociétés	0	0	0
1.B.2.3.2	.----- Intérêts	9 988	23 591	-13 603
1.B.2.3.2M	.----- Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0	0	0
1.B.2.3.3	.----- Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d' assurance, de retraite et de garantie standardisée	0	0	0
1.B.2.4	.----- Avoirs de réserves	0	0	0
1.B.2.4.1	.----- Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	0	0	0
1.B.2.4.2	.----- Intérêts	0	0	0
1.B.2.4.2M	.----- Pour mémoire : Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	0	0	0
1.B.3	.---- Autre revenu primaire	0	7 627	-7 627
1.B.3.1	.----- Taxes sur la production et importations	0	7 627	-7 627
1.B.3.2	.----- Subventions à la production	0	0	0
1.B.3.3	.----- Loyers	0	0	0
1.C	.-- Revenu secondaire	308 345	68 841	239 504
1.C.1	.---- Administrations publiques	134 125	2 048	132 077
1.C.1.1	.----- Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	0	0	0
1.C.1.1.1	.----- payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.C.1.2	.----- Cotisations sociales	0	565	-565
1.C.1.2.1	.----- payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0

Annexe 1. 21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2017 (Optique FMI)

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
1.C.1.3	. - - - - - Prestations Sociales (Débit)	0	0	0
1.C.1.4	. - - - - - Coopération internationale courante	134 125	1 483	132 642
1.C.1.5	. - - - - - Transferts courants divers des administrations publiques (D75)	0	0	0
1.C.1.5.1	. - - - - - Transferts courants aux ISBLSM	0	0	0
1.C.2	. - - - - Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	174 220	66 794	107 427
1.C.2.1	. - - - - Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)	107 003	63 030	43 972
1.C.2.1.1	. - - - - Envois de fonds des travailleurs	107 003	63 030	43 972
1.C.2.2	. - - - - Autres transferts courants	67 218	3 764	63 454
1.C.2.0.1	. - - - - Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	109	0	109
1.C.2.0.2	. - - - - Cotisations sociales	375	465	-91
1.C.2.0.3	. - - - - Prestations sociales	0	68	-68
1.C.2.0.4	. - - - - Primes d'assurance nettes hors assurance vie	88	2 960	-2 872
1.C.2.0.5	. - - - - Indemnités d'assurance dommage	900	0	900
1.C.2.0.6	. - - - - Coopération internationale courante	740	107	633
1.C.2.0.7	. - - - - Transferts courants divers	65 007	164	64 843
1.C.2.0.7.1	. - - - - Dont : transferts courants aux ISBLSM	0	0	0
1.C.3	. - - - Ajustement pour variation des droits à pension	0	0	0
	. Compte de capital	239 976	3 023	236 953
2.1	. - - Acquisitions (DR.) / cessions (CR.) d'actifs non financiers non produits	5 618	2 746	2 872
2.2	. - - Transferts de capital	234 358	277	234 081
2.2.1	. - - Administration publique	200 973	0	200 973
2.2.1.1	. - - Remises de dette	0	0	0
2.2.1.2	. - - Autres transferts de capital	200 973	0	200 973
2.2.1.2.1	. - - dont : impôts en capital	0	0	0
2.2.2	. - - Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	33 385	277	33 108
2.2.2.1	. - - Remises de dette	0	0	0
2.2.2.2	. - - Autres transferts de capital	33 385	277	33 108
2.2.2.2.1	. - - dont : impôts en capital (Crédit)	0	0	0
2.2.2.0.1	. - - dont : entre ménages	0	0	0
	. Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)	1 447 707	1 950 726	-503 018
	. Compte financier	56 232	564 176	-507 944
	. Capacité (+) / besoin (-) de financement (Compte financier)	56 232	564 176	-507 944
3.1	. - - Investissement direct	16 891	196 675	-179 784
3.1.1	. - - Titres de participation et parts de fonds de placement	8 197	74 561	-66 364
3.1.1.1	. - - Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéfices	8 197	57 887	-49 690
3.1.1.1.1	. - - Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	14 680	55 187	-40 507
3.1.1.1.2	. - - Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours)	39	0	39
3.1.1.1.3	. - - Entre entreprises soeurs	-6 522	2 700	-9 222
3.1.1.1.3.1	. - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
3.1.1.1.3.2	. - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0
3.1.1.1.3.3	. - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
3.1.1.2	. - - Réinvestissement des bénéfices	0	16 674	-16 674
3.1.1.0.1	. - - Actions/Parts de fonds de placement	0	0	0
3.1.1.0.1.1	. - - Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0	0	0
3.1.1.3	. - - Instruments de dette	8 694	122 114	-113 420

Annexe 1. 21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2017 (Optique FMI)

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
3.1.2.1	. - - - - - Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	26	103 608	-103 582
3.1.2.2	. - - - - - Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0	339	-339
3.1.2.3	. - - - - - Entre entreprises soeurs	8 668	18 167	-9 499
3.1.2.3.1	. - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
3.1.2.3.2	. - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0
3.1.2.3.3	. - - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
3.1.2.0	. - - - - - Titres de créance :	0	0	0
3.1.2.0.1	. - - - - - Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	0	0	0
3.1.2.0.2	. - - - - - Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0	0	0
3.1.2.0.3	. - - - - - Entre entreprises soeurs	0	0	0
3.1.2.0.3.1	. - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
3.1.2.0.3.2	. - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0
3.1.2.0.3.3	. - - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
3.2	. - - Investissements de portefeuille	78 790	63 957	14 833
3.2.1	. - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	771	9 492	-8 722
3.2.1.1	. - - - - Banque centrale	0	0	0
3.2.1.3	. - - - - Administrations publiques	0	0	0
3.2.1.2	. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	1 481	-1 481
3.2.1.4	. - - - - Autres secteurs	771	8 011	-7 241
3.2.1.4.1	. - - - - - Autres sociétés financières	0	0	0
3.2.1.4.2	. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	771	8 011	-7 241
3.2.1.0.1	. - - - - - Titres de participation autres que parts de fonds de placement	0	0	0
3.2.1.0.1.1	. - - - - - Cotés en bourse	0	0	0
3.2.1.0.1.2	. - - - - - Non cotés en bourse	0	0	0
3.2.1.0.2	. - - - - - Actions/Parts de fonds de placement	0	0	0
3.2.1.0.2.1	. - - - - - Réinvestissement des bénéfices	0	0	0
3.2.1.0.2.2	. - - - - - Dont : Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0	0	0
3.2.2	. - - - Titres de créance	78 019	54 465	23 554
3.2.2.1	. - - - - Banque centrale	0	0	0
3.2.2.1.1	. - - - - - À court terme	0	0	0
3.2.2.1.2	. - - - - - À long terme	0	0	0
3.2.2.1.9	. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.2.2.1.9.1	. - - - - - À court terme	0	0	0
3.2.2.1.9.2	. - - - - - À long terme	0	0	0
3.2.2.2	. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	52 714	5 408	47 306
3.2.2.2.1	. - - - - - À court terme	40 118	5 408	34 710
3.2.2.2.2	. - - - - - À long terme	12 596	0	12 596
3.2.2.3	. - - - - Administrations publiques	0	49 057	-49 057
3.2.2.3.1	. - - - - - À court terme	0	30 819	-30 819
3.2.2.3.2	. - - - - - À long terme	0	18 238	-18 238
3.2.2.4	. - - - - Autres secteurs	25 305	0	25 305
3.2.2.4.0.1	. - - - - - À court terme	26 201	0	26 201
3.2.2.4.0.2	. - - - - - À long terme	-896	0	-896
3.2.2.4.1	. - - - - - Autres sociétés financières	-876	0	-876
3.2.2.4.1.1	. - - - - - À court terme	20	0	20

Annexe 1. 21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2017 (Optique FMI)

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
3.2.2.4.1.2	.----- À long terme	-896	0	-896
3.2.2.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	26 181	0	26 181
3.2.2.4.2.1	.----- À court terme	26 181	0	26 181
3.2.2.4.2.2	.----- À long terme	0	0	0
3.2.3	.-- Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0	0	0
3.2.3.1	.--- Banque centrale	0	0	0
3.3.1.9	.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.2.3.2	.--- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.2.3.3	.--- Administrations publiques	0	0	0
3.3.4.	.--- Autres secteurs	0	0	0
3.3.4.1	.----- Autres sociétés financières	0	0	0
3.3.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0
3.3.0.1	.----- Dérivés financiers (autres que réserves)	0	0	0
3.3.0.1.1	.----- Options	0	0	0
3.3.0.1.2	.----- Contrats à terme	0	0	0
3.3.0.2	.----- Options sur titres des employés	0	0	0
3.4	.-- Autres investissements	-2 047	303 544	-305 591
3.4.1	.--- Autres titres de participation	0	0	0
3.4.2	.--- Monnaie fiduciaire et dépôts	-2 837	19 226	-22 063
3.4.2.1	.----- Banque centrale	0	-403	403
3.4.2.1.1	.----- À court terme	0	-403	403
3.4.2.1.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.2.1.9	.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.2.1.9.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.2.1.9.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.2.2	.----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-13 078	19 629	-32 707
3.4.2.2.0.1	.----- Dont: positions interbancaires	0	0	0
3.4.2.2.1	.----- À court terme	-13 078	19 629	-32 707
3.4.2.2.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.2.3	.----- Administrations publiques	5 533	0	5 533
3.4.2.3.1	.----- À court terme	5 533	0	5 533
3.4.2.3.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.2.4	.----- Autres secteurs	4 708	0	4 708
3.4.2.4.0.1	.----- À court terme	4 708	0	4 708
3.4.2.4.0.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.2.4.1	.----- Autres sociétés financières	-573	0	-573
3.4.2.4.1.1	.----- À court terme	-573	0	-573
3.4.2.4.1.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.2.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	5 281	0	5 281
3.4.2.4.2.1	.----- À court terme	5 281	0	5 281
3.4.2.4.2.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.3	.--- Prêts	-5 415	201 295	-206 710
3.4.3.1	.----- Banque centrale	0	3 592	-3 592
3.4.3.1.1	.----- Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0	3 592	-3 592
3.4.3.1.2	.----- Autres prêts à court terme	0	0	0
3.4.3.1.3	.----- Autres prêts à long terme	0	0	0
3.4.3.1.9	.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.3.1.9.1	.----- Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0	0	0

Annexe 1. 21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2017 (Optique FMI)

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
3.4.3.1.9.2	.----- Autres prêts à court terme	0	0	0
3.4.3.1.9.3	.----- Autres prêts à long terme	0	0	0
3.4.3.2	.----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-5 228	35 002	-40 230
3.4.3.2.1	.----- À court terme	4 559	3	4 556
3.4.3.2.2	.----- À long terme	-9 787	34 999	-44 786
3.4.3.3	.----- Administrations publiques	0	166 907	-166 907
3.4.3.3.1	.----- Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0	0	0
3.4.3.3.2	.----- Autres à court terme	0	0	0
3.4.3.3.3	.----- Autres à long terme	0	166 907	-166 907
3.4.3.4	.----- Autres secteurs	-187	-4 207	4 020
3.4.3.4.0.1	.----- À court terme	-276	-1 836	1 560
3.4.3.4.0.2	.----- À long terme	89	-2 371	2 460
3.4.3.4.1	.----- Autres sociétés financières	-477	0	-477
3.4.3.4.1.1	.----- À court terme	-235	0	-235
3.4.3.4.1.2	.----- À long terme	-242	0	-242
3.4.3.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	290	-4 207	4 497
3.4.3.4.2.1	.----- À court terme	-41	-1 836	1 795
3.4.3.4.2.2	.----- À long terme	331	-2 371	2 702
3.4.3.4.2.3	.---- Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	551	-31	582
3.4.4.1	.----- Banque centrale	0	0	0
3.4.4.1.9	.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.4.2	.----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.4.4.3	.----- Administrations publiques	0	0	0
3.4.4.4	.----- Autres secteurs	551	-31	582
3.4.4.4.1	.----- Autres sociétés financières	551	-31	582
3.4.4.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0
3.4.4.0.1	.----- Réserves techniques d'assurance hors assurance vie	0	0	0
3.4.4.0.2	.----- Droits à assurance vie et à annuités	0	0	0
3.4.4.0.3	.----- Droits à pension	0	0	0
3.4.4.0.4	.----- Créances des fonds de pension sur les sponsors	0	0	0
3.4.4.0.5	.----- Droits à prestations autres que des pensions	0	0	0
3.4.4.0.6	.----- Provisions pour appels de garanties dans le cadre des garanties standardisées	0	0	0
3.4.5	.---- Crédits commerciaux et avances	6 032	15 837	-9 805
3.4.5.1	.----- Banque centrale	0	0	0
3.4.5.1.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.5.1.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.5.1.9	.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.5.1.9.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.5.1.9.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.5.2	.----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.4.5.2.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.5.2.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.5.3	.----- Administrations publiques	0	0	0
3.4.5.3.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.5.3.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.5.4	.----- Autres secteurs	6 032	15 837	-9 805
3.4.5.4.0.1	.----- À court terme	6 032	16 070	-10 039
3.4.5.4.0.2	.----- À long terme	0	-233	233

Annexe 1. 21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2017 (Optique FMI)

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
3.4.5.4.1	.----- Autres sociétés financières	0	0	0
3.4.5.4.1.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.5.4.1.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.5.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	6 032	15 837	-9 805
3.4.5.4.2.1	.----- À court terme	6 032	16 070	-10 039
3.4.5.4.2.2	.----- À long terme	0	-233	233
3.4.6	.---- Autres comptes à recevoir/ à payer	-378	74 472	-74 850
3.4.6.1	.----- Banque centrale	0	74 378	-74 378
3.4.6.1.1	.----- À court terme	0	74 378	-74 378
3.4.6.1.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.6.1.9	.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.6.1.9.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.6.1.9.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.6.2	.----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-244	-92	-152
3.4.6.2.1	.----- À court terme	-244	-92	-152
3.4.6.2.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.6.3	.----- Administrations publiques	0	0	0
3.4.6.3.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.6.3.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.6.4	.----- Autres secteurs	-134	186	-320
3.4.6.4.0.1	.----- À court terme	0	186	-186
3.4.6.4.0.2	.----- À long terme	-134	0	-134
3.4.6.4.1	.----- Autres sociétés financières	0	0	0
3.4.6.4.1.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.6.4.1.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.6.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	-134	186	-320
3.4.6.4.2.1	.----- À court terme	0	186	-186
3.4.6.4.2.2	.----- À long terme	-134	0	-134
3.4.6.5	.---- Droits de tirage spéciaux	0	-7 255	7 255
3.4.6.4	.-- Avoirs de réserve	-37 401	0	-37 401
3.4.6.4	.---- Or monétaire	0	0	0
3.5.1.1	.----- Or métal	0	0	0
3.5.1.2	.----- Comptes en or non affectés	0	0	0
3.5.6.5	.---- Droits de tirage spéciaux	9 847	0	9 847
3.5.6.6	.---- Position de réserve au FMI	-12 683	0	-12 683
3.5.4.1	.---- Autres avoirs de réserve	-34 566	0	-34 566
3.5.4.1	.----- Monnaie fiduciaire et dépôts	-34 566	0	-34 566
3.5.4.1.1	.----- Créances sur les autorités monétaires	-167	0	-167
3.5.4.1.2	.----- Créances sur d'autres entités	-34 399	0	-34 399
3.5.4.2	.----- Titres	0	0	0
3.5.4.2.1	.----- Titres de créance	0	0	0
3.5.4.2.1.1	.----- À court terme	0	0	0
3.5.4.2.1.2	.----- À long terme	0	0	0
3.5.4.2.2	.----- Titres de participation et parts de fonds de placement	0	0	0
3.5.4.3	.----- Dérivés financiers	0	0	0
3.5.4.4	.----- Autres créances	0	0	0
	. Erreurs et omissions nettes	-1 391 475	-1 386 550	-4 925

Annexe 2 1 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires en 2017 à partir des statistiques officielles

(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		5 928,8	7 906,0	32,3	31 899,1	21 983,2	935,4	8 676,1	77 360,9
	Burkina	840,3		14 170	1,9	17 326,9	11 444,3	7 065,3	13 543,6	64 392,8
	Côte d'Ivoire	35 584,9	315 525,8		655	274 355,2	44 381,2	78 771,1	66 736,4	816 009,6
	Guinée-Bissau			0,0		4		59,7	0,0	63,2
	Mali	2 198,7	57 979,1	54 497,5	78,9		5 185	50 494,6	1 276,6	171 710,3
	Niger	8 800,3	27 851,4	3 485,1	70,1	59 422,2		61	3 946,7	103 636,4
	Sénégal	11 125,0	34 601,8	84 632,2	36 056,4	334 120,4	10 647,0		14 625	525 808,1
	Togo	148 900,5	108 834,9	40 205,5	41,1	38 646,2	47 800,9	8 503,6		392 933
	UEMOA	207 449,5	550 721,8	204 896,8	36 935,5	755 773,4	141 441,6	145 890,4	108 804,9	2 151 914,0

Annexe 2 2 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires non contrôlés en 2017

(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin	0,0	632,1	1 231,8	0,0	8 742,6	9 920,4	891,3	0,0	21 418,2
	Burkina	1 918,4	0,0	473	0,0	701,8	1 491,7	241,0	0,0	4 826,0
	Côte d'Ivoire	3 793,8	1 938,2	0,0		1 264,4	548,6	556,9	2 460,5	10 562,4
	Guinée-Bissau	279,0	0,0	84,8	0,0	76	0,0	5 985,0	6,5	6 431,5
	Mali	115,5	326,4	2 272,6	231,0	0,0	14 297	0,0	0,0	17 242,2
	Niger	30 256,3	368,6	0,0	0,0	9 820,9	0,0	3 560	0,0	44 005,3
	Sénégal	41,7	61,6	895,3	3 251,2	48 258,1	329,8	0,0	218	53 055,8
	Togo	8 732,7	4 986,7	474,4	0,0	8 668,9	8 218,1	0,0	0,0	31 081
	UEMOA	45 137,5	8 313,5	5 432,0	3 482,2	77 532,8	34 805,3	11 233,7	2 685,1	188 622,2

Annexe 2 3 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2017

60

(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin	0,0	6 560,9	9 137,8	32,3	40 641,7	31 903,7	1 826,7	8 676,1	98 779,2
	Burkina	2 758,7		14 643,6	1,9	18 028,7	12 936,0	7 306,3	13 543,6	69 218,8
	Côte d'Ivoire	39 378,7	317 464,0		654,9	275 619,6	44 929,8	79 328,1	69 196,9	826 571,9
	Guinée-Bissau	279,0	0,0	84,8		79,7	0,0	6 044,7	6,5	6 494,7
	Mali	2 314,2	58 305,5	56 770,1	309,9		19 481,6	50 494,6	1 276,6	188 952,5
	Niger	39 056,6	28 219,9	3 485,1	70,1	69 243,1		3 620,2	3 946,7	147 641,7
	Sénégal	11 166,7	34 663,4	85 527,5	39 307,6	382 378,5	10 976,8		14 843,5	578 863,9
	Togo	157 633,1	113 821,6	40 680,0	41,1	47 315,1	56 019,1	8 503,6		424 013,5
	UEMOA	252 587,0	559 035,3	210 328,8	40 417,7	833 306,2	176 246,9	157 124,1	111 490,0	2 340 536,1

Annexe 2 4 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2016

(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		4 540,0	9 923,7	9,0	50 769,2	46 307,5	543,9	17 221,9	129 315,2
	Burkina	1 433,2		11 550,5	13,0	13 016,2	10 298,9	4 313,7	24 005,0	64 630,5
	Côte d'Ivoire	24 140,5	294 190,0		1 299,4	282 693,5	26 207,9	75 433,1	125 621,7	829 586,1
	Guinée-Bissau	0,0	1,3	0,0		573,9	19,7	3 890,2	0,0	4 485,2
	Mali	11 175,2	65 957,7	77 250,2	80,8		14 951,5	94 158,8	5 194,9	268 769,1
	Niger	11 172,7	19 276,7	4 494,5	1,9	45 319,1		738,4	10 519,1	91 522,4
	Sénégal	13 701,7	32 970,1	81 875,2	35 583,6	289 731,8	17 429,5		14 917,0	486 209,0
	Togo	141 090,0	97 778,0	39 547,8	455,0	36 772,4	49 489,3	6 153,3		371 285,8
	UEMOA	202 713,2	514 713,9	224 641,9	37 442,6	718 876,1	164 704,4	185 231,4	197 479,6	2 245 803,2

Annexe 2 5 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2017

(en millions de FCFA)

(en millions de FCFA)		Recettes de tourisme au crédit par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Dépenses de tourisme au débit par pays	Bénin		4 395,8	2 612,9	106,6	874,7	1 844,9	3 246,9	6 154,5	19 236,2
	Burkina	11 809,4		4 140,7	102,0	5 089,0	5 378,2	3 864,7	10 350,6	40 734,6
	Côte d'Ivoire	13 168,9	13 921,2		59,4	6 829,2	2 258,2	5 936,4	8 229,2	50 402,4
	Guinée-Bissau	115,0	408,0	303,8		520,4	11,8	3 741,2	0,0	5 100,2
	Mali	2 731,1	13 820,9	7 601,3	631,1		3 433,0	4 779,1	2 580,9	35 577,4
	Niger	3 626,2	1 954,4	3 068,3	23,0	2 128,3		4 830,9	4 410,0	20 041,2
	Sénégal	2 063,6	4 423,9	1 719,7	1 351,0	3 958,4	1 719,7		569,5	15 805,7
	Togo	14 623,9	1 569,2	792,7	71,9	880,2	715,9	5 028,4		23 682,3
	UEMOA	48 138,2	40 493,4	20 239,5	2 344,9	20 280,2	15 361,6	31 427,6	32 294,7	210 580,1

Annexe 2 6 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2016

(en millions de FCFA)

(en millions de FCFA)		Recettes de tourisme au crédit par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Dépenses de tourisme au débit par pays	Bénin		4 395,8	2 612,9	106,6	874,7	1 844,9	3 246,9	6 154,5	19 236,2
	Burkina	11 809,4		4 140,7	102,0	5 089,0	5 378,2	3 864,7	10 350,6	40 734,6
	Côte d'Ivoire	13 168,9	13 921,2		59,4	6 829,2	2 258,2	5 936,4	8 229,2	50 402,4
	Guinée-Bissau	115,0	408,0	303,8		520,4	11,8	3 741,2	0,0	5 100,2
	Mali	2 731,1	13 820,9	7 601,3	631,1		3 433,0	4 779,1	2 580,9	35 577,4
	Niger	3 626,2	1 954,4	3 068,3	23,0	2 128,3		4 830,9	4 410,0	20 041,2
	Sénégal	2 063,6	4 423,9	1 719,7	1 351,0	3 958,4	1 719,7		569,5	15 805,7
	Togo	14 623,9	1 569,2	792,7	71,9	880,2	715,9	5 028,4		23 682,3
	UEMOA	48 138,2	40 493,4	20 239,5	2 344,9	20 280,2	15 361,6	31 427,6	32 294,7	210 580,1

Annexe 2 7 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2017

(en millions de FCFA)

		Transferts des migrants reçus par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Transferts des migrants émis par pays	Bénin		2 397,4	6 307,3	8,4	4 326,2	1 232,2	6 661,2	4 386,8	25 319,6
	Burkina	2 518,5		10 771,6	22,1	27 080,8	2 323,0	9 698,7	6 116,2	58 531,1
	Côte d'Ivoire	10 733,2	15 531,3		75,0	66 161,3	6 451,9	20 686,2	9 552,2	129 191,1
	Guinée-Bissau	291,3	38,7	131,8		1 147,9	404,4	6 499,3	222,7	8 736,2
	Mali	2 428,9	3 615,4	5 817,8	46,2		3 823,3	10 993,1	5 918,8	32 643,5
	Niger	1 646,7	1 355,6	4 632,1	95,3	8 478,9		3 629,2	7 933,0	27 770,8
	Sénégal	2 476,9	2 146,5	4 477,5	3 979,3	21 418,9	10 419,0		4 462,7	49 380,8
	Togo	2 640,6	2 384,1	6 797,0	7,3	2 394,5	3 800,0	6 930,1		25 038,1
	UEMOA	22 736,1	27 469,1	38 935,1	4 233,7	131 008,5	28 453,9	65 097,8	38 592,3	356 526,5

Annexe 2 8 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2016

(en millions de FCFA)

		Transferts des migrants reçus par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Transferts des migrants émis par pays	Bénin		2 397,4	6 307,3	8,4	4 326,2	1 232,2	6 661,2	4 386,8	25 319,6
	Burkina	2 518,5		10 771,6	22,1	27 080,8	2 323,0	9 698,7	6 116,2	58 531,1
	Côte d'Ivoire	10 733,2	15 531,3		75,0	66 161,3	6 451,9	20 686,2	9 552,2	129 191,1
	Guinée-Bissau	291,3	38,7	131,8		1 147,9	404,4	6 499,3	222,7	8 736,2
	Mali	2 428,9	3 615,4	5 817,8	46,2		3 823,3	10 993,1	5 918,8	32 643,5
	Niger	1 646,7	1 355,6	4 632,1	95,3	8 478,9		3 629,2	7 933,0	27 770,8
	Sénégal	2 476,9	2 146,5	4 477,5	3 979,3	21 418,9	10 419,0		4 462,7	49 380,8
	Togo	2 640,6	2 384,1	6 797,0	7,3	2 394,5	3 800,0	6 930,1		25 038,1
	UEMOA	22 736,1	27 469,1	38 935,1	4 233,7	131 008,5	28 453,9	65 097,8	38 592,3	356 526,5

Annexe 3.1. Présentation des principales innovations introduites par la 6^{ème} édition du manuel de la balance des paiements

Le nouveau manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6) vise à prendre en compte les développements économiques associés à la mondialisation, l'innovation technologique et financière enregistrée au cours de ces dernières années, ainsi que le renforcement de l'intégration entre les statistiques de la position extérieure globale et les comptes macroéconomiques. Toutefois, le cadre de référence est resté inchangé par rapport à la 5^{ème} édition. Les principaux comptes (compte courant, compte de capital et compte financier) ont été maintenus.

La balance des paiements selon l'optique du MBP6 a subi quelques modifications dans sa structure et se présente comme suit.

Tableau synthétique
Compte des transactions courantes Biens Services Compte du revenu primaire (<i>anciennement compte « revenu »</i>). Compte du revenu secondaire (<i>anciennement « transferts courants »</i>) Compte de capital Acquisition et cession d'actifs non produits Transferts en capital Compte financier (<i>anciennement compte d'opérations financières</i>) Investissements directs Investissements de portefeuille Produits financiers dérivés (<i>poste nouvellement introduit</i>) Autres investissements Avoirs de réserve.

Les changements les plus significatifs, opérés dans le contenu des principales composantes de la balance des paiements, sont indiqués ci-après.

Compte des biens et services

- un poste supplémentaire a été créé pour l'enregistrement des réexportations ;
- le négoce international n'est plus traité comme un service, mais classé dans les exportations de biens ;
- les biens achetés dans les ports sont inclus dans les marchandises générales ;
- les réparations et maintenance sur les navires, avions et autre matériel de transport sont retracées dans les services au lieu des biens ;
- les services de transformation de biens physiques appartenant à d'autres territoires économiques sont retracés comme des services ;
- les services postaux et de messageries sont désormais inclus dans les services de transport.

Compte de revenu primaire

Le concept de « compte de revenu » dans le MBP5 est remplacé par « compte de revenu primaire » dans le MBP6. Ce dernier présente des composantes plus détaillées dans le nouveau Manuel, en distinguant les compensations des employés, les revenus des investissements et les autres revenus primaires, dont les taxes sur la production.

Compte de revenu secondaire

Le concept de « transferts courants » dans le MBP5 est remplacé par le « compte de revenu secondaire » dans le nouveau manuel. Dans le compte de revenu secondaire, l'expression « transferts personnels »

remplace « envois de fonds des travailleurs ». En outre, il a été opéré une classification plus détaillée des types de transferts courants, à savoir « les transferts du Gouvernement », « les transferts personnels » et « les autres transferts courants ».

Compte de capital

Dans le nouveau Manuel du FMI, l'accent n'est plus mis sur la présentation conjointe du compte de capital et d'opérations financières. Les changements majeurs concernent les points ci-après :

- les résultats de la recherche et développement sont déclassés du compte de capital aux services de recherche et développement ;
- les avoirs des personnes changeant de résidence sont supprimés des transferts en capital pour être classés dans la PEG ;
- les transferts liés aux héritages, successions et aux grands cadeaux sont traités comme des transferts en capital, pour assurer l'harmonisation avec le Système de Comptabilité Nationale.

Compte financier

Les opérations financières sont enregistrées en termes de variations nettes d'actifs et de passifs financiers, en lieu et place de crédit et débit. Par ailleurs, les allocations de DTS sont désormais retracées dans le compte financier, au titre des engagements, alors qu'elles ne figuraient que dans la position extérieure globale dans la 5^{ème} édition.

III. LA POSITION EXTERIEURE GLOBALE (PEG)

La position extérieure globale (PEG) est définie comme étant un état statistique qui décrit, à un moment donné, la différence entre la valeur des actifs et des passifs financiers des résidents d'une économie vis-à-vis des non-résidents. La principale modification opérée dans la PEG concerne le ***Compte des autres changements des actifs et passifs financiers ou compte « Autres flux »***.

Ce compte retrace les changements de volumes dans la PEG pour des motifs autres que des transactions entre résidents et non-résidents. Il s'agit notamment de tous les changements de volume d'avoirs, des engagements, des réévaluations (gains et pertes de détention) ou des reclassifications qui impactent la position extérieure globale.

Annexe 3.2. Note méthodologique sur l'évaluation du commerce non contrôlé

1. Caractéristiques du commerce non contrôlé

Le commerce extérieur non contrôlé comprend l'ensemble des flux non saisis par les statistiques douanières. Au Niger, selon qu'il s'agisse des exportations ou des importations, il se présente sous plusieurs formes.

En exportations, le commerce non contrôlé porte principalement sur les produits agro-pastoraux (bétail, oignons, niébé), en direction notamment des pays voisins. Il se caractérise par des fraudes douanières (non-enregistrement des flux, sous-déclaration des quantités, attribution de postes tarifaires erronés,...) ou bien, dans le cas du commerce transfrontalier, par des sorties échappant à l'enregistrement en raison de l'absence de postes de contrôle ou de leur contournement délibéré.

En importations, il s'agit plutôt de fraudes actives, par contournement des points de contrôle, et des sous-déclarations. Le commerce non contrôlé concerne essentiellement les hydrocarbures et les produits manufacturés dont l'importation est réglementée. L'absence d'organisation des filières agropastorales, le faible niveau d'instruction des opérateurs économiques et la longueur des frontières (notamment sur plus de 1500 km avec le Nigeria) sont des facteurs aggravants.

2. Méthodes d'estimation du commerce non contrôlé

La nécessité de la prise en compte des flux non contrôlés, en vue d'une meilleure estimation du commerce extérieur dans le cadre des travaux d'élaboration de la balance des paiements, s'est traduite au Niger par la création, par arrêté ministériel n°298/MF/E/DSCN en date du 8 septembre 2003, d'un groupe de travail pour l'estimation du commerce non contrôlé. Ce groupe est composé des principales structures productrices et utilisatrices des statistiques du commerce extérieur, notamment la Direction Générale des Douanes, la Direction Nationale de la BCEAO, l'Institut National de la Statistique (INS), la Direction de l'Analyse Economique, des Etudes Financières et de la Prévision (DAEFP), la Direction du Commerce Extérieur, la Société Nigérienne des Produits Pétroliers (SONIDEP) et la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat du Niger (CCIAN). La mission assignée à ce groupe de travail est de proposer une méthodologie d'évaluation du commerce non contrôlé. Sa création est intervenue à la suite des recommandations formulées par une mission du FMI sur les statistiques multisectorielles, à Niamey du 21 janvier au 3 février 2003. Toutefois, à ce jour, les activités de ce groupe de travail ne sont pas effectives.

En ce qui concerne la Direction Nationale de la BCEAO, les méthodes appliquées combinent à la fois la méthode emplois-ressources par principaux produits et l'utilisation de coefficients de redressement issus des informations collectées à partir des enquêtes réalisées auprès des principaux opérateurs recensés par la CCIAN et de celles effectuées dans les villages frontaliers. Le coefficient de redressement, calculé sur la base des différents éléments sus-évoqués, ressort en moyenne à 20% pour les exportations et 5% pour les importations.



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int